● Été 2001 ●

Oiseau-tempête

20 francs - 3,5 €



● D'après Gentrification. Peter Kuper ●

Contre-Attac

DU LEURRE SUR TOAST

Un conflit entre économistes concurrents : Attac et les libéraux

Opposée à la politique libérale de *non intervention* étatique dans l'économie (et donc à la politique de démantèlement des moyens de l'État) qui favoriserait l'essor du capital spéculatif, Attac milite inversement pour une politique d'*intervention* de l'État et de contrôle des marchés pour freiner le capital spéculatif et relancer l'investissement du capital productif. Attac réactualise, ainsi, les théories interventionnistes de Keynes, mais sans analyser les raisons de leur échec. Les mesures keynésiennes devaient servir, dans un premier temps, à relancer l'expansion capitaliste pour redonner, dans un second temps, leur primauté aux mécanismes du marché ; dans les faits, ces mesures ont dû être *maintenues* pendant près de trente ans, pour finalement aboutir non pas au retour d'une expansion sans l'aide de l'État, mais au retour de la crise. Attac dénonce également la domination du capital financier, mais sans analyser ce que celui-ci implique. Pour le social-démocrate Hilferding, on

avait affaire à l'avènement d'une nouvelle phase du développement capitaliste caractérisée par le contrôle du capital industriel par le capital bancaire. Hilferding voyait dans l'avènement du capital financier une étape vers la socialisation de la production, et dans l'expropriation de ce capital par l'État un passage au socialisme, d'où l'importance du contrôle des capitaux financiers par les États.[1]

Pour Attac, les économistes libéraux sont responsables de l'essor du capital spéculatif (« Les économistes libéraux pensent que plus les marchés seront déréglementés et libres de décider par eux-mêmes, plus ils rempliront efficacement [leur rôle] », p. 55).[2] En fait, les économistes libéraux, *eux aussi,* cherchent à trouver en priorité de nouvelles formes de valorisation du capital productif, et l'échec de leurs méthodes pour y parvenir traduit bien le fait qu'en amont il y a un réel problème de valorisation dans la « sphère productive ». Ce qu'Attac leur reproche, en fait, c'est d'avoir abouti à cet échec, sanctionné par le marché par le développement spéculatif, et de ne pas en mesurer les conséquences économiques et sociales. En faisant croire à l'opinion publique que les économistes libéraux sont essentiellement des théoriciens du capital spéculatif, Attac espère, par ce tour de passe-passe, faire oublier que ses propres théories de relance étatique concurrencent les libéraux *sur le même terrain de la valorisation du capital productif.* Car il y a urgence. Pour le reste, Attac et les économistes libéraux sont pour la liberté d'entreprendre, la valorisation du capital par le travail salarié et tout ce qui constitue les fondements de la misère capitaliste de notre époque.

Redresser la valorisation du capital productif

« La globalisation s'est accompagnée d'une instabilité croissante des marchés et d'une montée de la spéculation, explique Attac. Cette instabilité a un coût économique élevé, car elle engendre l'incertitude. » (p. 20). Si cette « instabilité » des marchés entraîne « l'incertitude » qui a un « coût économique élevé », ce n'est pas l'incertitude des salariés mais celle des dirigeants politiques (qui seraient timorés dans leurs choix de politique économique) et celle des dirigeants d'entreprises (qui auraient tendance à privilégier les actionnaires par des actions spéculatives plutôt que d'investir dans le productif).

D'après Attac, « la finance spéculative parasite la sphère productive. » (p. 22). Il faut donc empêcher les spéculateurs de freiner la production capitaliste : « Il est temps de mettre en œuvre des mesures plus radicales de contrôle des capitaux qui restreignent la liberté d'action de la spéculation et qui réglementent les marchés afin que les transactions financières soient mises au service de l'économie productive. » (p. 56). Mais il ne suffit pas de *détourner* le flux des transactions spéculatives *vers* l'investissement productif, pour relancer la machine capitaliste. La spéculation ne « parasite » pas la sphère productive, elle ne « détourne » pas des investissements qui pourraient être socialement utiles dans la sphère productive (c'est-à-dire utiles d'un point de vue de rentabilité capitaliste), la spéculation se développe aussi parce qu'il n'y a pas suffisamment de profit à espérer en investissant dans le capital productif, elle exprime l'impasse de la valorisation du capital productif.

Les propositions d'Attac sont ainsi à *double sens*. D'un côté, on affirme qu'en contraignant les spéculateurs financiers à réinvestir dans le capital productif cela permettra de relancer l'économie capitaliste, et par là de réduire les maux de l'économie devenue folle ; et on fait des appels spectaculaires à la dénonciation du capital financier, et on organise la colère des militants contre les organismes internationaux responsables de cette situation. Mais on fait parallèlement des propositions concrètes pour permettre au capital de réinvestir dans la sphère productive, seule manière réelle de *redresser la valorisation du capital productif,* car on sait pertinemment que le seul contrôle du capital spéculatif n'y suffira pas, et qu'il est plus facile d'entraîner les passions *contre* les abstractions du capital financier (FMI, OMC, OCDE, etc.) qu'*en faveur* du capital productif ! (Michelin, Peugeot, etc.). Attac s'oppose aux licenciements (mais quand « les entreprises sont bénéficiaires » : Danone, Mark & Spencer, C&A...) ; et *quand elles ne le sont pas*, faut-il envoyer les CRS et cogner sur les grévistes ?

Aussi, lorsque Attac dénonce l'utilisation spéculative du capital, ce que l'association ne précise pas, c'est que la seule façon capitaliste de réduire le développement du capital financier (autrement que par l'explosion de la bulle spéculative), *c'est d'intensifier l'exploitation par le travail* de manière à ce que le capital productif *redevienne attractif* pour les investisseurs. Voilà à quoi aboutit le projet d'Attac. C'est ce qui est tenté en France, par le gouvernement socialiste, communiste et vert, avec les lois sur les 35 heures, l'allongement de la durée totale du travail (vivre plus vieux, mais travailler plus longtemps), la modernisation de la gestion des chômeurs par la précarité accentuée (Pare[3]), etc. La mise en place des 35 heures fait, par exemple,

partie des actions qui doivent être soutenues selon Attac : « Pour compléter [les actions favorables à] la croissance et lutter contre la précarité et le chômage, les politiques de l'emploi doivent définir des objectifs chiffrés. Elles doivent, notamment, être mises en œuvre autour de la réduction du temps de travail [les 35 heures] et de la formation des travailleurs les moins qualifiés. » (p. 57).

MODERNISER L'ÉTAT CAPITALISTE, POUR LUTTER CONTRE LA SPÉCULATION ET PERMETTRE UNE VALORISATION PRODUCTIVE DU CAPITAL

POUR ATTAC, le capitalisme ne se développe pas par le rythme de la valorisation (le profit comme moteur du progrès capitaliste), mais par les politiques économiques de l'État. « La globalisation financière consacre la suprématie des forces du marché sur les politiques économiques » et désormais : « Ce sont les marchés qui "décident" si les politiques économiques nationales sont bonnes » déplore l'association (p. 18). Attac milite pour que la politique revienne à sa place naturelle qui serait d'être *au-dessus* des marchés, avec l'idée que ce qui caractérise le système capitaliste, entre autres, c'est le fait qu'il peut être dirigé *consciemment* et *rationnellement*, et que ce ne sont pas les échanges de marchandises et la production de plus-value qui déterminent l'ensemble du mouvement social, indépendamment de la volonté de tels cercles de dirigeants ou de tels conseillers scientifiques. Paul Mattick rappelle, dans *Marx et Keynes*[4], que pour les partisans keynésiens de l'intervention de l'État dans l'économie, l'application des théories keynésiennes tendaient à réduire la part de plus-value revenant aux entreprises privées, puisque plus la production induite par l'État (non productive de plus-value, car financée par une ponction de la plus-value déjà existante) s'étendait et plus l'espace de la production privée pour le profit rétrécissait. « C'est pourquoi, écrit-il, les keynésiens "socialisants" ne s'attendent pas à voir des gouvernements capitalistes appliquer dans son intégralité le "traitement" qu'ils prescrivent, et comptent sur des gouvernements socialistes pour conjuguer "une politique économique keynésienne avec les mesures socialistes traditionnelles d'étatisation et de réforme sociale". » On retrouve ainsi, dans la panoplie d'Attac, un large éventail représentatif des courants politiques partisans du capitalisme d'État, dans ses différentes variantes jésuitiques.

Attac, cherchant des solutions politiques réformistes, se tourne vers les hommes politiques actuels pour y parvenir. D'abord en *exigeant* d'eux qu'ils changent de politique. Attac se veut ainsi une force d'appoint pour gauchir les politiques actuelles, comme si celles-ci n'étaient pas adéquates à la fonction qu'elles remplissent. De même que les trotskistes veulent *redresser* la ligne « pas assez communiste » du Parti communiste ; de même que le Parti communiste veut *infléchir* la politique « pas assez à gauche » du Parti socialiste ; de même que le Parti socialiste veut *rationaliser* la gestion des intérêts du capitalisme français « pas assez productif » ; Attac veut *faire pression* sur la politique des dirigeants et des élus « encore trop libérale ». Puis, dans un second temps, si les élus restent sourds aux interpellations d'Attac, en cherchant timidement à imposer une *autre politique* (faire de la politique autrement).

Qui dit action politique, dit parti et représentation politique. Dans les projets d'Attac, la politique se fait dans le respect des procédures démocratiques en vigueur. Les élus représentent les citoyens, les élections capitalistes sont démocratiques, l'État est la matérialisation du contrôle-citoyen : « Nous constatons que l'incapacité de l'État à contrôler le capital dans le cadre de ses frontières par des mesures législatives ou d'autres mesures politiques conduit non seulement à l'affaiblissement de l'État lui-même, mais à l'affaiblissement de toutes les structures qui agissent dans le cadre national : les Parlements, les partis politiques, les cen-



PÈRE UBU. – Messieurs, nous établissons un impôt de dix pour cent sur la propriété, un autre sur le commerce et l'industrie, et un troisième sur les mariages et un quatrième sur les décès, de quinze francs chacun.
Premier financier. – Mais, c'est idiot, Père Ubu.
DEUXIÈME FINANCIER. – C'est absurde.
TROISIÈME FINANCIER. – Ça n'a ni queue ni tête.
PÈRE UBU. – Vous vous fichez de moi ! Dans la trappe, les financiers !

Alfred Jarry, *Père Ubu*

trales syndicales. En d'autres termes, tous les instruments d'un contrôle démocratique potentiel ou réel. » (p. 105). Ce sont ainsi les vieilles peaux de l'encadrement capitaliste, les syndicats, les partis politiques, les institutions représentatives (mais de quoi ?) qui sont désignées, par Attac, comme interlocuteurs légitimes de la contestation anti-spéculative, auxquels il faut ajouter les nouvelles formes d'encadrement plus récentes que sont les associations citoyennes. Par là, Attac annonce à la fois l'étendue de ses projets de réforme *et les limites qu'elle pose à toute transformation sociale* : c'est par les mêmes mensonges du vieux monde qu'est tentée cette opération de nettoyage et de sauvetage du capitalisme en crise. Après plus d'un siècle de domination du monde ouvrier par les organisations social-démocrates et staliniennes, ces dernières restent pour Attac des « alliées traditionnelles ».

Pour que l'État puisse intervenir dans l'économie, il faut qu'il en ait les moyens. Attac fait donc des propositions pour *moderniser* l'État capitaliste : moderniser les infrastructures, aménager le territoire, développer les services publics ; moderniser également pour que le développement capitaliste puisse se réaliser dans un environnement de *consensus social* (pas de grève, pas de contestation sociale, pas de troubles sociaux risquant d'empiéter sur la valorisation productive du capital) ; moderniser, enfin, au lieu de seulement réprimer policièrement : « *bien orientées, les dépenses publiques sont sources de cohésion sociale* ». Ce souci de la cohésion sociale est *constant* chez Attac, c'est également une priorité européenne, faute de quoi : « Le coût de l'attirance des social-démocraties européennes pour les sirènes néo-libérales serait alors excessivement élevé. Non seulement pour ceux qui continuent de croire dans l'action démocratique, mais surtout pour les exclus de l'emploi qui entretiennent l'armée de réserve des laissés pour compte du capitalisme néo-libéral. » (p. 78). Et qui sait ce dont sont capables les exclus quand plus aucun filet idéologique, social et policier ne retient leur colère ?

L'ÉMERGENCE D'UN CAPITALISME EUROPÉEN UNIFIÉ

Mais moderniser l'État ne sert à rien si ce n'est dans une perspective européenne : « A plus long terme, c'est l'architecture politique d'ensemble de l'Europe qu'il s'agit de consolider. » (p. 77) ; la « constitution d'une véritable entité de décision, contrôlée par le Parlement européen, s'impose. » (p. 78). Attac considère ses projets de réforme comme un moyen *urgent* de consolider le capitalisme européen et de réduire considérablement « le coût excessivement élevé » qui est payé aujourd'hui. Payé par qui ? Par les capitalistes productifs européens, bien sûr, dont les moyens, on l'a vu plus haut, sont détournés par les financiers spéculatifs. Attac ne conteste pas les textes constitutifs de la communauté européenne, mais veut juste actualiser certains paragraphes. Les institutions européennes sont bonnes *si on peut infléchir leur politique économique*. Le seul projet d'Attac c'est de développer « démocratiquement » l'Europe capitaliste en formation ; d'attendre que les institutions capitalistes internationales, telles que le FMI ou la Banque mondiale, se réforment pour mettre en place la taxation mondiale du capital spéculatif. Ils ne sont pas contre le FMI, *mais contre la politique du FMI*, ils ne contestent pas la Banque mondiale, *mais les choix politiques de la Banque mondiale*, etc. C'est cela, faire de la politique autrement.

L'émergence d'un capitalisme européen s'accompagne aussi d'un nationalisme européen. Il y a, en effet, des limites à la lutte contre la spéculation financière, c'est le territoire des autres : « A l'heure où l'épargne est sans doute excédentaire, il n'est pas malvenu, explique Attac, que la part de l'épargne extra-communautaire qui n'entend pas demeurer en Europe à moyen ou long terme pour soutenir des projets d'investissement dans la sphère réelle (les fonds de pension par exemple…) se détourne de notre territoire. » (p. 74). Finalement, la spéculation peut être acceptable *quand elle sévit chez les autres*. Attac critique le traité de Maastricht parce qu'il énonçait les postulats idéologiques de l'OCDE, du FMI et de l'OMC posant le « refus de toute spécificité ou identité européenne, de toute "préférence européenne", l'objet final étant de diluer le marché unique européen dans un marché unique planétaire régi par la concurrence sauvage. » (p. 134). Pire, la mondialisation financière « contourne et rabaisse le *choix des peuples*, les institutions démocratiques et les États souverains en charge de l'intérêt général. Elle leur substitue des logiques strictement spéculatives exprimant les seuls intérêts des entreprises transnationales et des marchés financiers » (p. 145), ceci alors qu'il faut réanimer « les rapports solidaires entre nations, peuples et générations, alors même que la crise écologique exige à son tour le resserrement de ces solidarités » (p. 146). Certains sont restés à l'étape du nationalisme dans un seul pays, pas Attac qui pense les questions de souveraineté et de repli idéologique autour des questions identitaires à l'échelle européenne. Déjà, on prépare les me-

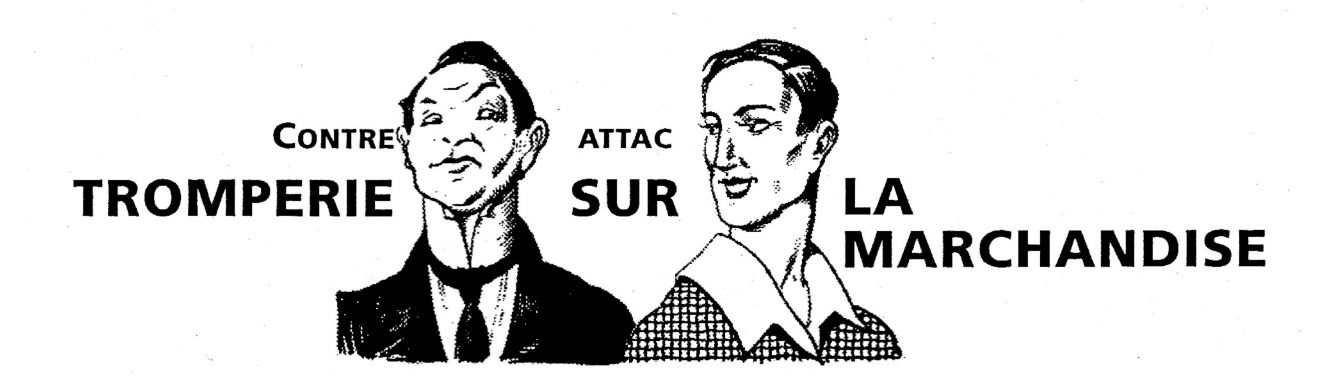
sures protectionnistes à mettre en place pour protéger la zone capitaliste européenne : « Face à l'instabilité des marchés, une taxation des transactions financières entre la zone communautaire et l'extérieur peut être envisagée dans le cadre de la mise en place de l'euro. » (p. 73). Il importe d'opposer la *volonté des peuples* proclame Attac.

◆◆◆◆◆

Qui a parlé d'alternative sociale et de contestation de l'ordre capitaliste de la part d'Attac ? Quand les « citoyens critiques » demandent le contrôle démocratique sur l'État et le contrôle de l'État sur l'économie, ils ne se battent *que pour du leurre*. Avec Attac, ils sont servis sur toast.

Barthélémy Schwartz ■

1 – Rudolf Hilferding, Le capital financier, *(1910), Ed. Minuit, 1970.*
2 – Les citations d'Attac sont extraites de l'ouvrage collectif d'Attac : Contre la dictature des marchés, *La Dispute/ Syllepse/VO Éditions, 1999. Particulièrement des textes suivants : « Tyrannie de la globalisation », Dominique Plihon (p.15-22) ; « Contrôler les flux de capitaux, c'est possible ! », Bruno Jetin (p.55-64) ; « Si l'Europe voulait... » Liêm Hoahn-Ngoc et Jörg Huffschmidt (p.71-80) ; « Réinventer la politique du mouvement syndical », Dan Gallin (p.103-122) ; « Pour la reconquête du sens des mots », Bernard Cassen (p.131-144) ; « Se réapproprier ensemble l'avenir de notre monde », plate-forme d'Attac (p.145-148) ; « Après les Rencontres internationales de juin 1999 », Attac (p.149-155).*
3 – Voir « Nouveaux métiers » en page 47 de ce numéro de Oiseau-tempête.
4 – Paul Mattick, Marx et Keynes, *Gallimard, 1972, p.230.*



Contre Attac : Tromperie sur la marchandise

Directeur du *Monde diplomatique*, président de l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (Attac), Bernard Cassen donne dans un petit ouvrage publié par cette association une leçon de manipulation politique sous l'apparence d'une critique des tenants du libéralisme sauvage :

« Il est bien connu en politique que la meilleure stratégie de défense consiste souvent à détourner l'attention en parlant d'autre chose que du sujet, à attaquer des épouvantails que l'on se fabrique pour la circonstance : il y a en rhétorique, de faux ennemis, comme il y a des faux amis dans le lexique [1]. »

La leçon porte d'autant mieux que l'auteur en fournit, dans le même opuscule, l'illustration pratique immédiate, en proposant à la vindicte des militants d'Attac un superbe épouvantail : « les marchés ». Ce qui est supposé donner un peu de chair à cette silhouette, c'est que c'est l'ennemi lui-même, voulant trop bien faire, qui l'aurait révélé comme cible : « À force de nous dire que "ce sont les marchés qui gouvernent" [...] l'adversaire – le capital financier, les "marchés" – est enfin clairement identifié [2]. »

Pauvres de nous qui ignorions jusqu'ici quel pouvait être notre « adversaire » ; le voilà identifié, et clairement encore : c'est le capital *financier*.

Lorsque, par extraordinaire, l'un des auteurs invités de Bernard Cassen s'aventure à affirmer qu'« à travers la finance, c'est le capitalisme qui est visé, parce que la spéculation n'est rien d'autre qu'une forme exacerbée de la mise en valeur du capital », il se croit obligé d'atténuer ce que cette révélation pourrait avoir de traumatisant, en la faisant précéder d'un constat désolé : « Puisque la totale liberté du capital conduit à l'anarchie financière et à la régression sociale, il faut en tirer les conséquences[3]. »

Et en effet, *puisque* le capitalisme se révèle – en novembre 2000 ! – conduire à « l'anarchie financière [*sic*] et à la régression sociale [sic] », il va bien falloir en tirer les conséquences... Peut-être faut-il reconnaître dans l'étonnement douloureux du trotskiste

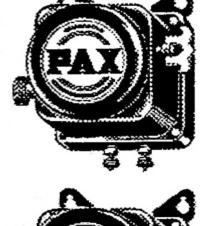
Michel Husson (Attac, LCR, AC ! etc.), auteur de ces lignes, non la démagogie simplette du militant pédago, mais la marque de la méthode scientifique matérialiste ? Après tout, *si le capitalisme n'avait pas conduit à la régression sociale*, il n'y aurait eu aucune conséquence à en tirer... Ça valait le coup d'attendre !

La conquête des esprits

« Tromperie sur les mots, tromperie sur la marchandise : les ultralibéraux ont compris que la conquête des esprits passait par le balisage du terrain lexical », écrit encore Cassen. On voit que les *postaliniens*[4] poursuivent eux-mêmes un « balisage » entrepris de longue date en pratiquant, grâce à « l'arme terminologique », une double tromperie : sur leur propre marchandise d'une part, et sur la nature du capitalisme, royaume de la marchandise, d'autre part. *Le Monde diplomatique* se flatte ainsi d'avoir inventé le terme « pensée unique », qui vient remplacer *l'idéologie dominante*. Cette dernière expression évoque trop brutalement la domination d'une classe, constitutive d'un système, quand on veut bien, au *Diplo*, dénoncer une « dictature » des marchés *interne* au capitalisme, sorte de tumeur qu'il suffira d'exciser sans risque vital pour l'organisme. Au passage, pour sacrifier le terme d'idéologie (ensemble d'idées figées), on donne acte aux marchés (?), aux ultralibéraux (?) qu'ils développent une *pensée*, fut-elle unique.









ATTENTIFS aux signes de renouveau du mouvement social (décembre 1995), comme au succès, aussi considérable qu'inattendu, d'une critique désamorcée de l'économie (*L'Horreur économique*, novembre 1996 ; 500 000 ex. vendus), les animateurs du *Monde diplomatique* proposent, par la voix d'Ignacio Ramonet, de « désarmer les marchés » (décembre 1997), en créant « en liaison avec les syndicats et les associations à finalité culturelle, sociale ou écologique, [...] un formidable groupe de pression civique ».

Dès juin 1998, la plate-forme d'Attac définit le mouvement pour ce qu'il est : une tentative de revivifier le système démocratique par le militantisme associatif, en partant de l'échelon local, tout en affichant une solidarité internationale envers les peuples les plus démunis. Il s'agit non pas de préparer ou de justifier une quelconque rupture avec le capitalisme, d'ailleurs presque jamais nommé en tant que tel (mais toujours évoqué sous la forme partielle du capital financier), mais de conjurer le risque d'une déflagration sociale – laquelle, premier signe d'une vision de l'intérieur du système, est évoquée comme *implosion* – et d'une crise irréversible de la politique : « Relever le double défi d'une implosion sociale et d'une désespérance politique exige donc un sursaut civique et militant. » (Plate-forme, juin 1998, in *Tout sur Attac*, Mille et une nuits, 2000).

« Au moment où la politique et les partis souffrent d'un discrédit profond, nourri de renoncements et alimenté par certaines conduites indignes, il convient de ne pas confondre l'objet lui-même et la crise qui l'affecte, et de savoir, aux pratiques politiciennes, opposer l'engagement citoyen. » (Document d'orientation, Conseil d'administration, mars 2000, in *Tout sur Attac*).

Le réformisme utopique comme outil de régression

Utilisant comme moyen et visant comme but le brouillage idéologique, Attac se présente comme « réaliste » (la taxe Tobin sur les mouvements de capitaux serait une réforme simple, immédiatement réalisable), offrant donc un gain par rapport aux engagements révolutionnaires jugés utopiques, dans le même temps où elle mobilise le vocabulaire et l'imaginaire de l'utopie en plaquant sur des objectifs réformistes des définitions lyriques : « [...] reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière et [...] s'opposer à tout nouvel abandon de souveraineté des États au prétexte du « droit » des investisseurs et des marchands. *Il s'agit tout simplement de se réapproprier ensemble l'avenir de notre monde.* » (Plate-forme, juin 1998 ; je souligne).

« Reconquérir », « se réapproprier », le mouvement proposé est un retour à un état antérieur, jugé préférable – nous verrons en quoi – du capitalisme. Proposition rétrograde au sens strict, et doublement telle : mécaniquement puisqu'elle propose un retour en arrière, politiquement puisqu'elle omet la critique de cet état antérieur, qui gagne logiquement dans la comparaison les couleurs de l'humain, du « supportable » (on parle par exemple de « développement soutenable[5] »).

Les reproches adressés au capitalisme dit ultralibéral et aux marchés semblent de deux ordres (rap-

pelons qu'ils n'atteignent jamais le principe même du système).

I – LE CAPITAL FINANCIER est devenu immatériel, donc irréel. Intangible, il s'éloigne de l'humain, donc de l'effort, donc de la morale.

« Au nom de la modernité, 1500 milliards de dollars vont et viennent chaque jour sur les marchés des changes à la recherche d'un profit instantané, *sans rapport avec l'état de la production et du commerce des biens et services.* » (Plate-forme, juin 1998 ; je souligne).

« Sans risque et sans effort, [les fonds de pension] ont obtenu des rendements considérables[6] », écrit l'économiste Pierre-André Imbert, reprenant ainsi la critique mitterrandienne de l'argent « facile ».

Nous sommes fondés à penser qu'une exploitation classique, au détriment de prolétaires de chair, d'os et de sueur, pratiquée par de vrais capitalistes « experts[7] », avec horaires de travail surchargés, stress et ulcère à l'estomac, serait plus acceptable moralement ou au moins plus délicate à critiquer.

II – EN S'AFFRANCHISSANT de la production, de la prétendue « économie réelle » – comme si l'économie était autre chose qu'une vision du monde, une idéologie, comme si elle avait davantage de réalité que la prétendue « loi du marché » –, le capital serait devenu fou ; il se serait éloigné du bon sens (terrien, prosaïque) de l'histoire. Cassen parle des « ravages du capital en folie ». Un magistrat, invité par Attac pour réclamer davantage de frontières, de flics et de juges, estime que « le capitalisme mondialisé joue ici au docteur Folamour[8]. » Les investisseurs institutionnels (fonds de pension, Sicav, etc.) sont appelés plaisamment les « zinzins[9] ». Affligés, nous apprend-on, de « comportements de "contagion mimétique" très fréquents sur les marchés financier : les *traders* (courtiers) forment leur jugement non en fonction de leurs propres critères, mais en supputant ceux des autres[10]. » En vérité, cette prétendue pathologie est commune à quiconque cherche à anticiper les réactions d'autrui pour lui vendre ou/et lui voler quelque chose.

Simuler la critique – stimuler le système

Récusant, sans jamais formuler sa récusation, donc sans avoir à l'argumenter, la voie d'une rupture anticapitaliste[11], Attac se place *de facto* dans la perspective d'une cogestion critique, donc aussi d'une rationalisation capitaliste, qu'il s'agisse de la proposition de taxer les mouvements de capitaux ou d'autres mesures supposées apporter un surcroît de démocratie.





« Attac joue le rôle de stimulateur démocratique, comme on parle de stimulateur cardiaque », explique son conseil d'administration (mars 2000). On observera, même sans y attacher une importance excessive, l'évolution radicale qui mène de la traditionnelle image de « mouche du coche », qui, bien que réductrice et vaguement péjorative, évoque néanmoins une gêne, une critique, dont la faiblesse ne lui interdit pas de faire aller l'attelage à meilleure allure ou dans une meilleure direction, à celle du *stimulateur*, objet noble, froid, et scientifique qui représente le dernier espoir de survie du patient. Il lui est implanté et fait désormais partie de lui.

Lorsqu'Attac s'intéresse, par exemple, au droit de vote des immigrés, c'est de maîtrise capitaliste qu'elle nous parle : « Le droit de vote des étrangers résidents en France devient une exigence démocratique de bon sens, un facteur de développement maîtrisé des villes et des quartiers. » (Appel de Morsang-sur-Orge, janvier 2000).

S'agissant de la taxe Tobin, dont les « experts » d'Attac s'épuisent à imaginer dans le vide les détails de la définition, elle a « pour principal objectif de contribuer à la stabilisation des mouvements de capitaux, prélude à des réformes beaucoup plus amples. [...] Elle agirait à titre préventif en rendant non profitables certaines opérations spéculatives, et éviterait ainsi les attaques destructrices contre les monnaies. » (Séminaire international, Paris, 25 janvier 1999).

On voit mal en quoi s'exprime ici le « refus d'une pensée économique unique ». On voit fort bien, par contre, que la pensée plurielle est tout entière à l'intérieur de l'idéologie économiste, où elle peut bien rejoindre sa cousine unique dans la préoccupation d'une régulation des flux de capitaux. Ces convergences rationnalisatrices peuvent expliquer l'étonnante diversité des partisans déclarés de la taxe Tobin, de Philippe Séguin à Christophe Aguitton, de Laurent Fabius à Yann Moulier-Boutang.

La « position du stimulateur » a pour effet de se trouver enfermé à chaque instant dans des logiques annoncées comme critiques qui, en fait, reprennent les catégories les plus caricaturales de la gestion et de l'ordre capitalistes. J'ai fait allusion plus haut à la revendication des moyens d'une répression accrue de la délinquance financière, qui se trouvent être les mêmes que ceux de la répression tout court. Ainsi laisse-t-on proclamer sous l'étiquette Attac la nécessité d'un « espace judiciaire européen »,

que même la gauche parlementaire critiquait avant d'arriver aux affaires, et que toute la gauche extra-parlementaire a fustigé dans les années 80. Le comble du ridicule, la triple apologie de l'impôt, de la police et du fisc, se rencontre dans la brochure intitulée *Les Paradis fiscaux* (Mille et une nuits). On y trouve notamment ce titre de paragraphe, tout à la fois scandalisé et larmoyant : « Le fisc dépouillé » !

L'argent, la charité, la Nation

Les niaiseries sécuritaires ci-dessus évoquées peuvent être mise en relation avec l'idée, omniprésente dans les textes publiés par Attac, que l'argent est le problème central de la politique. Non pas l'argent en tant que support de l'abstraction capitaliste de la valeur, mais l'argent comme richesse réelle et quantifiable, dont les pauvres seraient spoliés par les riches. « La source de la puissance de nos adversaires est l'argent, de très grandes quantités d'argent », écrit par exemple le bureaucrate syndical Dan Gallin[12]. Logique, puisque l'adversaire est le capital financier. Si le même syndicaliste prône « l'organisation du mouvement ouvrier », soit le maximum de radicalité classiste dans les textes estampillés par Attac, l'association elle-même se propose simplement d'encourager les gouvernements à imposer aux marchés une redistribution effective (pas de fraude fiscale) et plus juste des revenus du capital.

« Pour les mouvements de citoyens, imposer la spéculation afin qu'elle contribue à réparer les dégâts sociaux qu'elle provoque, constitue une motivation essentielle. » (Conseil scientifique d'Attac, mars 2000).

On pourra donc acheter des permis de licencier, des permis d'exploiter, comme on achète des permis de polluer, ce qui se nomme pompeusement « mise de la finance au service d'un État [*sic*] du bien-être mondial » (*Tout sur Attac*, op. cit. p. 38).

L'insistance sur l'argent des riches, injustement gagné et dissimulé à la communauté sociale (censément représentée par le ministère des Finances !), rappelle la rhétorique populiste stalinienne début de siècle : « 200 familles », « Mur de l'argent », etc. Or il ne s'agit pas de tirer argument des écarts entre très riches et très pauvres pour condamner le système qui les produit et s'en nourrit. On propose l'organisation politique d'une philanthropie sociale qui compense l'injustice capitaliste. On veut « démontrer qu'il existe des alternatives pour – au moins – limiter l'insécurité économique [pour précarité ?] et les inégalités sociales. » C'est le vieux rêve du capitalisme à visage humain.

Même rhétorique populiste et charitable, nuance nationale en sus, lors du naufrage d'un pétrolier au large des côtes bretonnes. Bénévoles et travailleurs du service public donnent l'image d'un « peuple » exemplaire grattant les rochers à la cuillère au lieu de couvrir de goudron et de plumes les responsables de Total et ceux des ministères concernés…

« La direction d'Attac exprime sa solidarité avec les populations frappées par la marée noire, et notamment avec les membres de ses comités locaux du littoral Atlantique qui, aux côtés des milliers d'autres bénévoles, des fonctionnaires et des agents des services publics, donnent au pays l'image exemplaire de la défense du bien commun face à l'arrogance et à la cupidité criminelle des multinationales. » (Bureau d'Attac, 4 janvier 2000)

Jouer sur les maux

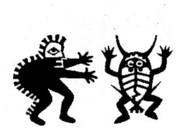
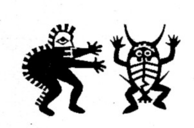
D'un point de vue socio-politique, on peut considérer Attac comme l'émanation d'une petite bourgeoisie inquiète de la précarisation croissante de ses conditions de vie. Au point de vue des appareils, il s'agit d'une tentative postalinienne d'unifier idéologiquement les mouvements dits « citoyens », qui se proposent de porter, en en désamorçant les potentialités critiques, le programme social-démocrate – « l'économie régulée par le droit » ; soit le credo de la Confédération paysanne, membre fondateur d'Attac –, que la gauche de gouvernement ne peut même plus incarner de manière crédible. Cependant, le succès que rencontre Attac signifie qu'elle rassemble aussi, au-delà de ce programme, des personnes rebutées par les groupes militants (gauchistes, par ex.), et séduites par la perspective – certes illusoire – d'une action immédiatement ou très rapidement efficace. L'argument le plus souvent entendu à propos d'Attac, et jusque dans un public sympathisant des idées libertaires, tient en peu de mots : *c'est toujours mieux que rien*. Que cette formule exprime le plus grand dénuement théorique et culturel, personne n'en disconviendra. Mais il s'agit moins d'une résignation des individus considérés (souvent jeunes et enthousiastes), que d'un symptôme parmi d'autres de la faiblesse actuelle de l'idée révolutionnaire, y compris lorsqu'elle se trouve confrontée au plus plat, au plus niais, au plus malhonnête des leurres réformistes. Il demeure rassurant que, pour effectuer leur sale boulot, réécrire le langage de la critique, et jouer sur les maux engendrés par le capitalisme, ces gens doivent (ou croient devoir) brandir l'étendard de l'utopie et singer les méthodes de l'action directe (Cassen saluant les « travaux pratiques » de Bové sur le McDo de

Millau). Bref, le réformisme continue, pour paraître autre chose que ce qu'il est, d'avoir besoin des oripeaux de la radicalité. Sur ce terrain, nous devons faire en sorte de mettre à nu les bouffons du capital, et répondant ainsi à l'aimable invitation d'un Cassen, « appeler un chat un chat », le capitalisme un système d'exploitation, révolution notre projet, et chiens de garde les staliniens reconvertis dans la vigilance citoyenne.

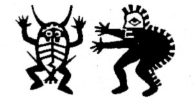
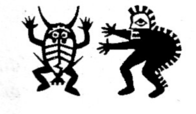
Claude Guillon ■

1 – « Pour la reconquête du sens des mots », in Contre la dictature des marchés, *La Dispute/Syllepse/VO Éditions, 1999.*
2 – « Comprendre et agir avec Attac », ibidem.
3 – Contre…, *op. cit., p. 52.*
4 – Le postalinien, contraction douloureuse du préfixe post et du qualificatif stalinien, n'a plus ni la couleur ni la carte du stalinien, mais il en assume le rôle historique : nuire à la révolution par tous les moyens. Les postaliniens (Cassen, Tartakowsky jouent un rôle moteur dans la direction d'Attac.
5 – Séminaire international réuni par Attac, Paris, 25 janvier 1999. Tout sur Attac, *Mille et une nuits, 2000. L'adjectif « soutenable » est rare ; « insoutenable » signifie inadmissible ou impossible à endurer et peut s'appliquer à un spectacle horrible dont on détourne le regard. Dans le registre de la novlangue bien-pensante, on trouvera également, utilisée ailleurs, l'expression « commerce équitable » (Cf. par ex.* Silence, *novembre 2000).*
6 – « Tous les pouvoirs aux fonds de pension », in Contre…, *op. cit.*
7 – Attac fustige les « élites plus arrogantes qu'expertes » (Document d'orientation, *mars 2000).*
8 – Jean de Maillard, « Quand les mafias prospèrent dans les paradis judiciaires » ; Contre…, *op. cit.*
9 – Onomatopée qui désigne, durant la guerre de 14-18, les obus ; synonyme de toqué, fou.
10 – « Tyrannie de la globalisation », Dominique Plihon, in Contre…, *La Dispute/Syllepse/VO Éditions, 1999.*
11 – Si ce n'est par le désaveu des actions violentes de certains manifestants lors des sommets de Seattle, Nice, etc.
12 – « Réinventer la politique du mouvement syndical », Contre…, *op. cit.*

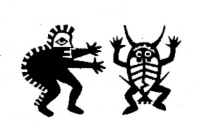
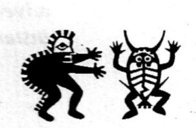
NI AVEC, MAIS CONTRE

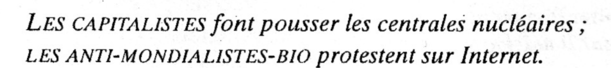
Les capitalistes exploitent les non-clandestins ;
les anti-mondialistes sont aussi pour une grande Europe travailleuse.

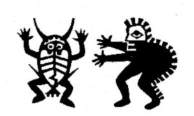
Les capitalistes font la guerre, humanitairement ;
les anti-mondialistes font se tenir tranquille le reste du monde, bénévolement.

Les anti-mondialistes citoyens proposent de taxer 0,001 % des profits ;
les capitalistes hilares font fructifier le reste.



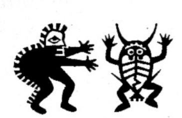
Les capitalistes font pousser les centrales nucléaires ;
les anti-mondialistes-bio protestent sur Internet.



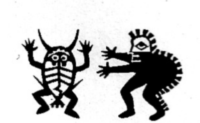
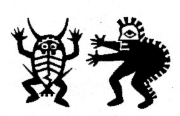

Les capitalistes multiplient les vitrines des banques et des magasins ;
les anti-mondialistes veulent des marchandises sans logo.

Les capitalistes sont pour un capitalisme à visage humain ;
les capitalistes forcent d'autres visages à se cagouler.





Les capitalistes mettent les anti-capitalistes dans les prisons ;
les anti-mondialistes laissent les anti-capitalistes en prison.

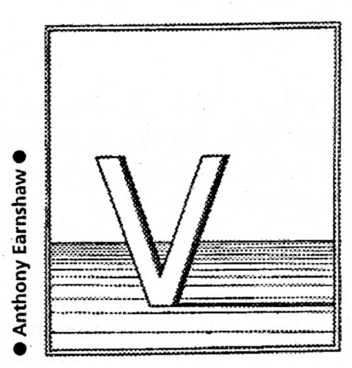



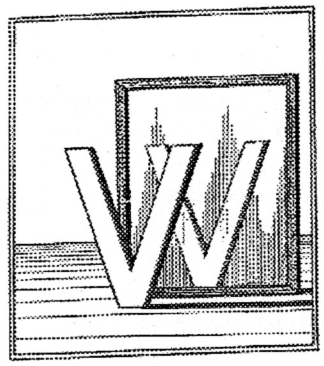
Les capitalistes peuvent vivre avec les anti-mondialistes ;
les anti-mondialistes ne peuvent vivre sans les capitalistes ;
ni avec les anticapitalistes ;

Géraldine ■

Libres variations d'après Le Manuscrit corbeau *de Max Aub (éd. Mare Nostrum)*

● Anthony Earnshaw ●





Contre-Attac

LA FUITE EN AVANT ET LA POURSUITE DU MÊME

Avec le redéploiement du capitalisme, ce mouvement que l'on pourrait appeler la mondialisation globale, c'est-à-dire l'avènement d'une économie-monde qui s'impose à l'échelle de la planète tout entière, on a vu apparaître et se développer rapidement en France l'association Attac. Derrière un discours et une pratique qui visent à remettre en cause la prépondérance des marchés financiers, nous retrouvons en fait cette bonne vieille social-démocratie qui propose une fuite en avant dans le développement du capitalisme. En un mot – la poursuite du même.

◆◆◆◆◆

Il faut fonder le concept de progrès sur l'idée de catastrophe. Que les choses continuent à « aller ainsi », voilà la catastrophe. Ce n'est pas ce qui va advenir, mais l'état des choses donné à chaque instant.

Walter Benjamin,
Fragments sur Baudelaire.

I – Walter Benjamin a remarquablement critiqué l'une des idées maîtresses de la social-démocratie – le progrès. Pour les sociaux-démocrates, le progrès est une conception détachée du réel, correspondant, d'une part, à la perfectibilité indéfinie de l'humanité elle-même et, d'autre part, à une mécanique irrésistible et automatique[1].

Cette conception du progrès et du développement, on la trouve formulée par Auguste Comte, le père du positivisme et l'une des grandes figures du progressisme. Il considère le perfectionnement de l'humanité comme un simple essor spontané, en relation avec une culture adaptée. Comte est l'un des premiers à reconnaître avoir emprunté cette idée du développement à la biologie. Le développement social est alors comparable aux différents âges par lesquels passe l'organisme animal. Pour Comte, il n'y a jamais ni crise, ni rupture, ni innovation dans l'histoire de l'humanité, il n'y a que ce qui est nécessaire ou impossible. Cette croyance en l'idée que l'humanité marche de façon nécessaire, irréversible et mécanique vers le bonheur, la social-démocratie va la faire sienne, en particulier Kautsky, le chef de file des partisans des thèses déterministes en Allemagne dans les années 20.

◆◆◆◆◆

II – Au XIXe siècle, l'idée s'impose naturellement chez la bourgeoisie que le travail industriel et le développement technique correspondent aux progrès de l'humanité elle-même. Mais dans les sociétés capitalistes industrialisées, la mise en valeur de la nature et son exploitation, c'est aussi l'exploitation d'une partie des hommes, ceux qui n'ont que leur force de travail, par une autre, ceux qui ont les capitaux. K. Marx a vu avec précision que le travail a en effet un double caractère : la domination de la nature s'accompagnant aussi de la domination de l'homme par l'homme.

◆◆◆◆◆

Architectes de l'univers,
décorateurs des astres,
Nous sommes faiseurs de miracles.
Nous lierons les rayons du soleil
en faisceaux de balais
pour décrasser les nuages du ciel
à l'électricité !
Les fleuves du monde couleront en miel,
La rue sera pavée d'étoiles.
Creuse !
Pioche !
Scie !
Perfore !

Hourra à tout !
Hourra à tous !

Vladimir Maïakovski,
Le Mystère-bouffe.

III – Quand on parle du progrès à la manière de la social-démocratie, on se réfère à une sorte de rationalisation du monde par le développement productif et technique. Dans les textes de l'association Attac, il y a clairement indiqué l'idée qu'il suffirait de redonner la priorité au travail productif pour que tout rentre dans l'ordre et que tout soit pour le mieux dans le meilleur des mondes. C'est pourquoi elle oppose à une mondialisation libérale orientée vers la spéculation qui serait la cause d'une société devenue folle, une mondialisation raisonnable centrée sur le développement productif. Du coup, lorsque Attac se demande quoi faire de la taxe Tobin, il s'agit de « réparer les dégâts sociaux que provoque (la spéculation) [2] ». Si la plateforme de l'association n'indique pas clairement qu'il faudrait remettre tout le monde au travail, la prééminence donnée à l'investissement productif s'inscrit directement dans la rationalisation de la production. Dans le discours très moralisateur d'Attac, on retrouve en fait les traces de l'éthique protestante à propos du labeur sous une forme sécularisée. D'où, derrière cette maîtrise pseudo-rationnelle du monde, la présence d'une conception quasiment religieuse du travail[3].

TROIS MOUVEMENTS DE BOXE AU MUR

◆◆◆◆◆

IV – Dès le départ, la social-démocratie a pensé le développement technique et productif comme illimité. Mais nous vivons bel et bien dans un monde qui, lui, est fini. Quand Attac propose, en guise de projet, un développementalisme socialement moins coûteux, il faut encore se demander si un programme de la sorte est tenable. Une telle fuite en avant dans le productivisme pourrait bien effectivement se solder aujourd'hui par un désastre écologique planétaire. En réalité, Attac rejoint les libéraux qu'elle prétend combattre en défendant comme projet de société le capitalisme, conception du monde qui vise à faire du développement illimité de la production et de la technologie le but essentiel de l'existence humaine. C'est pourquoi on croit rêver quand la direction d'Attac exprime sa solidarité avec les populations touchées par la marée noire due au naufrage du pétrolier Erika. Il n'est en effet pas seulement question ici, réflexion faite, de la domination de la finance sur toutes les activités humaines, mais de l'activité économique comme sens unique donné à la vie humaine. Et la multinationale Elf/Total-Fina ne se contente pas de spéculer sur le pétrole, elle l'extrait, le transforme et le vend ; autrement dit, elle l'exploite[4].



V – Les dangers écologiques engendrés par le tout développement sont aujourd'hui suffisamment sérieux pour que les progressistes de tout poil prennent ce risque en compte. On a ainsi vu apparaître le concept de développement soutenable. Mais, outre le fait que le terme manque d'une définition claire, il ne permet pas de corriger dans la pratique les conséquences néfastes occasionnées par le développement tout court. Pour parler de développement durable, il faudrait d'abord pouvoir avoir la maîtrise collective de ce que nous produisons et, d'une manière générale, de nos vies. Or, ce n'est pas le cas. « Se réapproprier ensemble l'avenir du monde » en « contestant l'organisation des rapports économiques, humains, sociaux et politiques » [5], pour reprendre des expressions utilisées par Attac, irait dans le sens d'une libération politique et sociale. Mais, contrairement à ce qu'affirme l'association citoyenne, il s'agirait, pour en arriver là, de tout autre chose qu'une taxation sur les produits financiers ou qu'une surveillance des transactions. Seule une destruction totale des rapports sociaux fondés sur la domination peut ouvrir la voie à un réel mouvement d'émancipation individuelle et collective. C'est ici que se situe l'actualité de la révolution sociale, et non celle d'un réformisme évoquant des lendemains qui chantent pour mieux préparer à la poursuite du même.

◆◆◆◆◆

La révolution véritablement révolutionnaire se réalisera, non pas dans le monde extérieur, mais dans l'âme et la chair des êtres humains.

Aldous Huxley,
Le meilleur des mondes, préface.

VI – La grande nouveauté de notre époque

tenait, pour Guy Debord, dans la guerre totale menée par l'économie contre les humains[6]. Il faut prendre cette constatation au premier degré. Si la Terre est limitée par sa finitude, tout comme les aptitudes de l'homme, et que le développement est conçu comme irréversible et illimité, alors il doit arriver un moment où l'humanité elle-même devient gênante pour la rentabilité du système capitaliste qui repose sur le développement technique et productif. Il semble bien que l'on arrive actuellement à ce point avec l'apparition des OGM et, d'une façon plus générale, la manipulation du vivant. C'est d'ailleurs un grand progressiste qui n'annonce rien de moins que l'abolition, vu les découvertes scientifiques à venir, de la nature humaine. Francis Fukuyama a fait fortune en popularisant les thèses sur la fin de l'histoire, autrement dit la victoire absolue et éternelle de l'économie de marché et de la démocratie bourgeoise. Plus récemment, il a affirmé qu'on ne pouvait pas parler de fin de l'histoire dans la mesure où « on ne saurait mettre un terme à la science, car c'est la science qui conduit le processus historique » [7]. Fukuyama se réjouit à l'idée que les scientifiques vont pouvoir réussir là où les « spécialistes d'ingénierie sociale » ont échoué : éliminer ce qu'il y a d'irréductible et d'imprévisible chez l'être humain. On bascule du coup de la fin de l'histoire vers la post-humanité. Mais qu'il soit question de la possibilité d'une condition inhumaine de l'homme ne semble pas émouvoir Fukuyama.

◆◆◆◆◆

VII – Debord ajoute en outre que la science mène aujourd'hui une guerre directement aux êtres humains parce que les hommes de science, en dépit du passé anti-esclavagiste de la pensée scientifique, ont choisi de se mettre au service de la domination. Une telle chose n'est pas nouvelle. Quand au XIX[e] siècle certains d'entre eux donnaient une assise scientifique aux théories racistes, ils étaient bien déjà dans la logique de la domination puisqu'elles permirent la légitimation de la supériorité des Européens sur le reste de l'humanité. Ce qui est exact en revanche, c'est la complète intégration de la science à la sphère économique. Que les scientifiques se mettent au service du capitalisme est en soi grave, mais que les mêmes le cachent en prétendant défendre l'intérêt public relève de la mystification. On ne compte plus en effet les spécialistes en tout genre venant parader dans les médias pour expliquer qu'ils s'expriment en toute objectivité, alors que leurs recherches sont en fait financées par des intérêts privés et sur des crédits militaires. Par ailleurs de nombreux laboratoires des Universités, encouragés en cela par l'Etat, sont maintenant financés par des fonds privés, si bien que le clivage privé/public n'a plus guère de sens.

◆◆◆◆◆

Avons-nous raison d'agir ainsi ? Cornegidouille, de par notre chandelle verte, nous allons prendre conseil de notre Conscience. Elle est là, dans cette valise, toute couverte de toiles d'araignée. On voit bien qu'elle ne nous sert pas souvent.

Alfred Jarry,
Les minutes de sable mémorial.

VIII – Malgré tous les dangers qu'il représente, le développement productif et technique comme voie d'accès au bonheur suprême est une croyance sociale qui s'impose plus que jamais. Cette conception bourgeoise du monde, on la retrouve dans les textes et les déclarations d'Attac qui pratique une fuite en avant dans la domination et la servitude. Car le problème ne se situe pas au niveau de la maîtrise des flux financiers, bien improbable du fait de la globalisation capitaliste, mais consiste en la destruction de l'organisation sociale actuelle, où nos existences sont tout entières tournées vers l'activité économique. Si l'économie fait la guerre à l'homme, c'est que son développement capitaliste ne correspond pas à celui de l'humanité. Pour éviter non seulement une catastrophe mais aussi envisager l'établissement d'une société réellement humaine, il faut donc rompre avec cette « signification imaginaire sociale[8] » et prendre conscience de ce qui est en jeu. Au bout du compte, ce que nous avons d'humain.

Jérome ■

1 - Walter Benjamin, « Sur le concept d'histoire », thèse XIII, in Œuvres III, *Folio essais, p 438.*
2 - Tout sur Attac, *Mille et Une Nuit, p 57.*
3 - Voir à ce sujet Max Weber, L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme, *Pocket.*
4 - Voir Tout sur Attac, *Après le naufrage de l'Erika, pp 50-53.*
5 - Tout sur Attac, *pp. 19 et 22.*
6 - Debord écrivait alors : « Ce qui est nouveau, c'est que l'économie en soit venue à faire ouvertement la guerre aux humains ; non plus seulement aux possibilités de leur vie, mais aussi à celles de leur survie ». Commentaires à la société du spectacle, *Folio-Gallimard, p 58.*
7 - F. Fukuyama, « La fin de l'histoire dix ans après », Le Monde *du 17/06/99.*
8 - Expression employée par Cornelius Castoriadis pour définir le développement comme élément de rationalisation du monde. Voir « Développement et rationalité », in Domaine de l'homme, *Seuil, 1986.*

OÙ ALLER ?

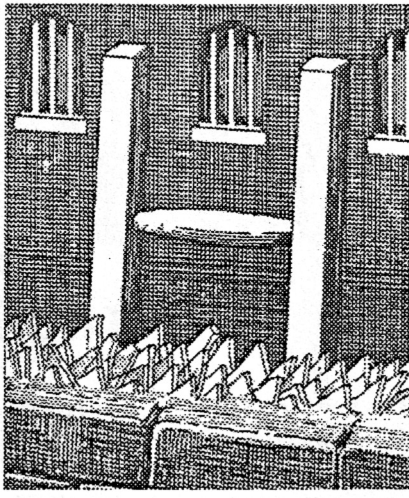
LE PORTE-VOIX de La Paix Maintenant annonce à plusieurs reprises : « Gentlemen, the demonstration is over. Please, go home quickly ! » (La manifestation est terminée, s'il vous plaît rentrez chez vous rapidement). Près de nous, les palestiniens nous supplient de ne pas partir : « Ils vont nous massacrer si nous restons seuls, c'est la première fois que nous pouvons manifester. sans vous, ils nous auraient chargés avec de vraies balles. » Les mains se lâchent. La chaîne est terminée, mais bien sûr nous restons là. Les ballons prévus se sont envolés depuis longtemps par petits paquets esseulés. Contre le rempart, un homme, sur un brancard, respire un masque à oxygène. Nous toussons et pleurons sous l'effet des gaz lacrymogènes. [...]

TOUT À COUP, la foule nous pousse en courant. Nous sommes emportés dans un mouvement brutal sous la charge des chevaux et des hommes à pied. Michel a le doigt écrasé contre le mur, je reçois un coup de coude dans la lèvre. Où aller ? Contre le mur c'est très dangereux. Michel me tire vers le bord du trottoir, le flot passe. À quelques pas de nous, nous voyons tomber les matraques : ils sont six ou sept à s'acharner sur un homme à terre. Ils lui brisent la jambe et le traînent vers nous. Les cameramen accourent, les entourent, et filment, filment. Gênés, les soldats entourent l'homme qui hurle, et lui cachent le visage. le camion lance-eau qui revient disperse tout le monde, l'homme est emporté, qu'adviendra-t-il, qu'est-il advenu de lui ?

LÀ, POUR LA PREMIÈRE FOIS, j'ai vraiment peur. Un flot arrive sur notre droite, de la porte de Damas, en courant. Je me retourne pour me sauver aussi. Et je vois monter sur ma gauche, de la porte d'Hérode, une charge de soldats à cheval. L'issue est bloquée, et les gens qui courent nous auront bientôt submergés. Où aller ? Derrière nous une esplanade, celle des cars, entourée de remparts. Je pense m'y réfugier. Michel me tire et crie : « Pas par là, c'est une souricière ! » et me pousse vers la rue. À peine a-t-il dit cela que le drame se produit : les soldats embusqués dans les maisons jaillissent sur l'esplanade et tirent les gens derrière les piliers. Des hurlements s'élèvent, les matraques tombent. [...]

LA NUIT TOMBE, le froid monte. Les gens se raréfient. Beaucoup de Palestiniens sont partis. Les soldats nerveux arpentent la rue. Les petits étals de sandwichs, d'oranges, ressortent. La rue se calme. Les premiers camions arrivent pour emmener les soldats. Nous restons là jusqu'au bout, jusqu'à la scène la plus obscène : un groupe de policiers monte dans son camion en riant grassement et en se congratulant très fort. [...] Nous rentrons harassés vers le quartier juif où les intégristes à long manteau noir, chapeau de fourrure et papillotes flânent sur l'esplanade, discutent avec les soldats et les policiers.[...].

HÉLÈNE BRACCO ■



Anthony Earnshaw

• Au premier abord, c'est un témoignage hors du temps, comme les pierres d'une vieille ville qu'on vend dans les publicités touristiques. *Mais, si on tient à lui coller une date, c'était le samedi 30 décembre 1989, au cours d'une manifestation organisée par le mouvement israélien La Paix Maintenant, manifestation autorisée par le gouvernement israélien, qui rassembla autour des Palestiniens 1500 Européens et États-Uniens, ainsi que des Israéliens. Hélène Bracco se trouvait alors à Jérusalem intégrée dans la délégation de la Coordination vauclusienne pour le désarmement, et le texte est un extrait de son journal* Retour de Palestine.

Plus de dix ans sont passés et elle se demande, elle nous demande : « Où en est-on aujourd'hui ? ». On est tenté de répondre : au même point ! Avec quelques nuances : les « vraies balles » sont de retour ; la sauvagerie de la force brute règle le quotidien ; la peur, la folie messianique et les nationalismes règlent les esprits. Enfin, malgré la disproportion des forces et le conflit des situations, les guerriers qui se font face ont désormais un même patron, l'empire américain.

*Cette permanence de la barbarie ne doit donc pas nous cacher la vraie nature du problème. Ce qui semble être hors du temps n'est pas anhistorique. Il ne faut surtout pas escamoter l'histoire. Il faut au contraire y revenir pour peu qu'on cherche une sortie. La création de l'État israélien fut déterminée par les intérêts des grandes puissances dont il reste un instrument. Celle, aujourd'hui, de l'État palestinien s'inscrit dans la soumission à ces mêmes intérêts. On ne saurait trop conseiller ici la lecture de Lotfallah Soliman, un des rares textes intelligibles sur cette terrible réalité (*Pour une histoire profane de la Palestine, *éditions La Découverte, Paris, 1988) :* **« Historiquement parlant, l'obstination chauvine, xénophobe et, par conséquent – entre autres – "antisémite" des Arabes, la contradiction sionisto-palestinienne, le fait colonial israélien et la résistance palestinienne ne sont que des conséquences. Les conséquences inévitables d'un fait politique qui a, certes, fini par avoir sa réalité et sa vie propres, mais qui est né d'un projet stratégique. Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, pour le maîtriser et le dépasser, il ne faut surtout pas, au nom de je ne sais quel réalisme, tourner la page et prétendre en commencer une autre, encore vierge. Il n'y a pas de page vierge. Il n'y en a jamais eu. »**

O.T. ❐



• I am a man. Grève des ouvriers de la voirie, Memphis, 1968. Ernest C. Withers •

TRAITRE À LA RACE

Y a-t-il un lien entre les émeutes qui secouèrent Cincinnati (Ohio), début avril 2001, à la suite de l'assassinat par la police d'un jeune noir et la sélection raciste des voix[1] mise en pratique par le parti républicain pour voler les dernières élections présidentielles aux démocrates ? Dire que le racisme est un élément constitutif de la société américaine, que, depuis la grande migration des Noirs du sud vers l'industrie du nord, la question de la race est intimement liée à la question de classe, c'est déjà y apporter une réponse.

Nous publions ci-dessous trois textes de la revue américaine *Race Traitor*[2] ; littéralement, « Traître à la race », la revue du nouveau abolitionisme. Ces articles valent, pensons-nous, autant par leurs faiblesses et leurs limites – et donc par les débats qu'ils peuvent alimenter – que par le sens aigu de la provocation qui s'y manifeste, sans doute plus sensible et plus pertinente aux USA qu'en France.

À la lecture de ces quelques pages, certains seraient tentés de faire remarquer que la « race noire », par exemple, doit être pareillement abolie et d'abord critiquée, y compris dans les manifestations identitaires qui ont servi les luttes de certains groupes noirs. Faux procès ! Car les rédacteurs de *Race Traitor* définissent ce nouvel abolitionnisme comme partie prenante d'un projet de subversion sociale, visant bien entendu, à l'abolition de toutes les races.

◆◆◆◆◆

Il importe donc de présenter succinctement les thèses défendues par *Race Traitor*.

I. La race est une formation sociale construite historiquement et en changement permanent ; elle n'a pas de fondements biologiques.

II. Le capitalisme peut parfaitement fonctionner sans la race. Mais, aux États-Unis, la question de la race est centrale dans le système de contrôle politique de la classe ouvrière. La « suprématie blanche » est la principale caractéristique du racisme, lui-même typique de la « civilisation américaine ». Le privilège de race existe comme forme spécifique des relations sociales capitalistes. Les relations raciales cachent les relations de classe mais elles en font aussi partie. La place centrale des Noirs américains dans la construction du racisme explique que, pour tout groupe immigré, l'intégration dans la société américaine passe par sa différentiation vis-à-vis des Noirs.

L'histoire de l'intégration des immigrés irlandais dans la race blanche en est un bon exemple. Au XIXe siècle, les Irlandais étaient considérés comme génétiquement inférieurs et une race à part ; ils se trouvaient au plus bas de l'échelle sociale, parfois plus bas que les Noirs affranchis. La classe dirigeante américaine a vite compris que l'élargissement aux prolétaires irlandais des privilèges propres à la catégorie des Blancs, permettait de consolider la division de classe[3].

III. Aux États-Unis, la solution des problèmes sociaux, la clef des transformations sociales, réside dans l'abolition de la race blanche, c'est-à-dire, dans l'abolition d'une relation sociale sur laquelle se fondent les privilèges de la peau blanche. L'abolition de la race blanche mènera inévitablement à l'élimination de toutes les races, en tant que catégories sociales. La race noire est une réponse défensive à l'oppression blanche, elle se dissoudrait une fois cette oppression disparue.

IV. Les diverses formes d'antiracisme concentrent leur action sur les racistes et non sur le racisme, et tendent à accepter implicitement, souvent inconsciemment, l'idée de race comme quelque chose qu'il faut admettre.

◆◆◆◆◆

Quelques remarques critiques. – Pour *Race Traitor*, la race noire n'existe que comme reflet de la race blanche. Certes, mais passer trop vite sur les antagonisme de classe qui existent dans son sein ne peut déplaire à ceux qui présentent la communauté noire comme homogène, l'idéalisant comme sujet « révolutionnaire » à des fins nationalistes. Et il est légitime de poser la question : la culture noire est-elle une culture de résistance ou une culture fondatri-

ce d'une nouvelle classe moyenne noire ?

Le refus individuel d'appartenance à la race blanche que *Race Traitor* propose est particulièrement difficile dans la société américaine où la race est liée à une relation sociale fondée sur des privilèges. Le refus volontariste des privilèges peut faire croire que l'appartenance à la race blanche est une question de choix dans une société de classe. Évidemment, il est encore plus difficile à faire si on se trouve dans la catégorie de Noir, de prolétaire noir. Dans le refus, les Blancs restent encore privilégiés, et les bourgeois blancs davantage… S'il s'agit d'une relation sociale, elle ne peut être renversée que par un refus collectif, par une subversion sociale. D'où les limites de ces idées au-delà d'une incitation à un positionnement individuel et éthique.

Enfin, les analyses de *Race Traitor* se limitent au problème du racisme aux États-Unis obscurcissant ainsi leur portée émancipatrice. Par exemple, le modèle français a lui aussi ses spécificités. Il est bâti sur les principes de la révolution bourgeoise et de l'égalité formelle. La figure du citoyen, le droit du sol et l'idée républicaine de l'intégration, sont des éléments essentiels de l'idéologie démocratique. Les conditions modernes d'exploitation et l'importance de maintenir une force de travail hors-droit (immigrés sans-papiers) exigent des corrections au principe du droit du sol. Si les Italiens, les Espagnols et tout dernièrement les Portugais, sont devenus des Blancs pour pouvoir être des presque Français (sans « souche », diront certains), tous les autres doivent rester dans la catégorie des non Blancs car ils ne doivent pas être « intégrés ».

Charles Reeve ❒

Traduction des textes par Gobelin ❒

1 – Les résultats frauduleux des élections présidentielles en Floride (2001) – qui ont décidé du vainqueur au niveau national – ne furent pas le seul fait de la vétusté du système électoral. Dans plusieurs régions de cet État, les électeurs noirs furent empêchés de voter ou leurs votes massivement invalidés.

2 – Race Traitor- *P.O. Box 499, Dorchester, MA 02122 (USA), www.postfun.com/racetraitor. En livre, un choix de textes des cinq premiers numéros :* Race Traitor, *Routledge, NY, 1996. La revue paraît depuis 1992 et diffuse à plus de 2 000 exemplaires, chiffre honorable dans la presse radicale nord-américaine. Certains des fondateurs venaient du marxisme-léninisme, d'autres étaient influencés par les idées de C.L.R James (en 1945, à l'origine d'une importante scission dans le trotskisme américain caractérisant l'URSS comme capitalisme d'État, à l'instar de* Socialisme et Barbarie *en France). Aujourd'hui la revue est ouverte à d'autres courants, le dernier numéro (13-14, été 2001) ayant été fait en collaboration avec le groupe surréaliste américain.*

3 – Voir à ce propos l'ouvrage de Noël Ignatiev, un des rédacteurs : How the Irish became White, *Routledge, N.Y.*



ABOLIR LA RACE BLANCHE PAR TOUS LES MOYENS

Abolir la race blanche – par tous les moyens nécessaires

[…] Réclamer l'abolition de la race blanche est différent de ce qu'on appelle « antiracisme ». Le terme de « racisme » a fini par s'appliquer à toute une série de comportements, certains incompatibles entre eux, et s'est dévalué jusqu'à signifier à peine plus qu'une tendance à ne pas aimer certaines personnes à cause de la couleur de leur peau. En outre, l'antiracisme admet l'existence naturelle de « races » même s'il opère des distinctions sociales entre elles. Les abolitionnistes affirment, au contraire, que ce n'est pas parce qu'elles sont blanches que certaines personnes sont favorisées socialement ; elles ont été définies comme « blanches » parce qu'elles sont favorisées. La race elle-même est un produit de la discrimination sociale ; tant qu'existera la race blanche, tous les mouvements contre le racisme seront voués à l'échec.

L'existence de la race blanche dépend de la volonté de ceux qui placent leurs privilèges de race au-dessus des leurs intérêts de classe, de sexe, etc. La défection d'un nombre suffisamment élevé de ses membres pour qu'elle cesse de déterminer systématiquement la conduite de tous déclenchera des tremblements qui conduiront à son effondrement. La revue *Race Traitor* se donne pour but de servir de centre intellectuel à ceux qui cherchent à abolir la race blanche. Elle encouragera la dissidence par rapport au conformisme qui entretient son existence et popularisera les exemples de défection dans ses rangs, analysera les forces qui maintiennent sa cohésion et celles qui promettent de la faire voler en éclats. Une partie de sa tâche consistera à promou-

voir des débats au sein des abolitionnistes. Quand ce sera possible, elle soutiendra les mesures pratiques, guidée par le principe que « trahir les Blancs s'est servir l'humanité ».

Dissoudre le club

La race blanche est un club, qui recrute certaines personnes à la naissance, sans leur consentement, et les élève selon ses règles. Pour la plupart, ses membres passent toute leur vie en acceptant les avantages de leur appartenance au club, sans s'interroger sur les coûts. Quand des individus remettent les règles en question, les responsables sont prompts à leur rappeler tout ce qu'ils doivent au club et de les mettre en garde contre les dangers auxquels ils devront faire face s'ils le quittent. *Race Traitor* vise à dissoudre le club, à le fracturer à le faire exploser.

[…] À de rares moments, [la paix agitée des soi-disants blancs] vole en éclats, leur certitude est ébranlée et il sont contraints de remettre en cause la logique qui règle habituellement leur vie. C'est un de ces moments que nous avons connu dans les jours qui suivirent immédiatement le verdict contre Rodney King[1], où une majorité d'Américains blancs acceptèrent de reconnaître devant les sondeurs que les Noirs avaient de bonnes raisons de se révolter et où certains se joignirent à eux.

Habituellement, ces moments sont de courte durée. Il suffit d'envoyer les fusils et les programmes de réforme pour rétablir l'ordre et, plus important, l'illusion que les affaires sont en de bonnes mains, et les gens peuvent retourner dormir. Les fusils et les programmes de réforme visent les Blancs comme les Noirs – les fusils comme avertissement et les programmes de réforme pour soulager leurs consciences.

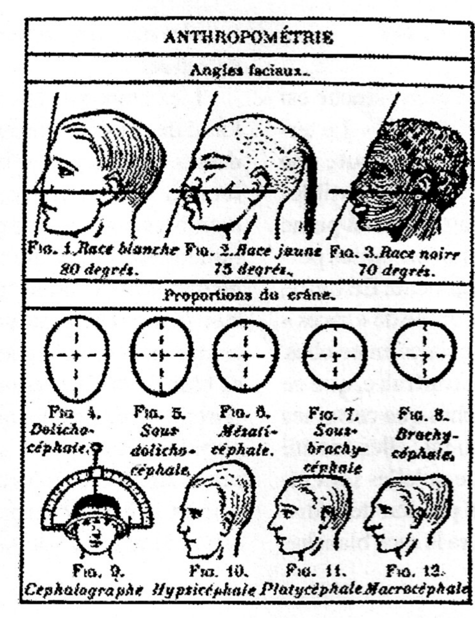
[…] Les moments où les certitudes admises sur la race s'effondrent sont la promesse sismique que quelque part dans le flux tectonique une nouvelle faille se creuse, une nouvelle attaque sur Harper's Ferry se prépare[2]. On ne peut en prédire la nature ni l'heure, mais on ne peut douter de sa venue. Quand elle adviendra, elle engendrera une série de tremblements qui mèneront à la désintégration de la race blanche.

Nous voulons être prêts, et marcher dans Jérusalem comme le fit John (Brown)[3]. De quelle revue s'agit-il ? *Race Traitor* existe, non pour faire des adeptes mais pour tendre la main à ceux qui sont insatisfaits des conditions d'adhésion au club des blancs. Elle vise comme lectorat de base les individus appelés couramment Blancs qui, d'une manière ou d'une autre, considèrent la blancheur comme un problème perpétuant l'injustice et empêchant même les mieux disposés d'entre eux de participer sans équivoque à la lutte pour la liberté de l'humanité. En invitant ces dissidents à un voyage de découverte de la blancheur et de ses mécontents, nous espérons pouvoir participer, avec d'autres, au processus de définition d'une nouvelle communauté humaine. Nous ne souhaitons ni minimiser la complicité des plus déshérités des Blancs avec le système de la suprématie blanche ni exagérer le sens des transgressions momentanés des règles blanches.

[…] Dans la première version du film *Robin des Bois* (avec Errol Flynn), le shérif de Nottingham dit à Robin : « Tu parles trahison. », et ce dernier répond : « Couramment. » Nous espérons en faire autant.

ÉDITORIAL DE *RACE TRAITOR* ■









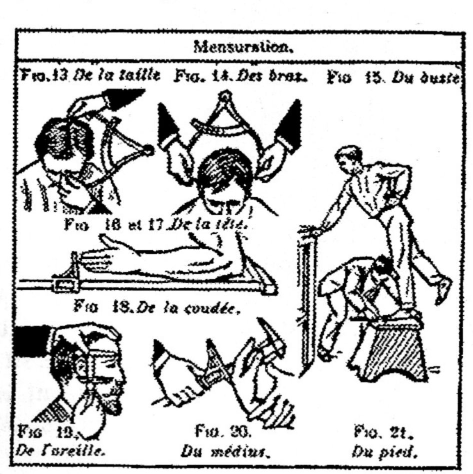
LE PROBLÈME QUE ME POSE L'ENSEIGNEMENT MULTICULTUREL

– Dis, papa, on est quoi ?
– Comment ça ?
– Ben, oui… d'où est-ce qu'on vient ? On est italiens, irlandais, juifs… enfin tu vois, quoi.
– Eh, bien, nous sommes d'ici ; nous sommes américains.
– Papa ! Qu'est-ce que je vais dire, à l'école ?

Plus d'une fois, ma fille de neuf ans et moi avons eu cette discussion. Je crois comprendre son insatisfaction. Après tout, pendant la plus grande partie de ma scolarisation au collège et au lycée, je savais ce que j'étais : catholique et irlandais. Mais, indéniablement, plus catholique qu'irlandais. Mes sœurs et moi faisons encore cette plaisanterie : la raison pour laquelle nous allions dans une école religieuse et non dans une école publique, c'est que seuls les enfants « publics » allaient à l'école publique. Nous n'avions pas la moindre idée de ce à quoi pouvaient ressembler ces écoles « publiques » ; mais nous savions qu'elles n'étaient pas catholiques. Être catholique voulait dire se lever deux heures plus tôt les jours d'école et aller à la messe tous les jours des semaines durant ; cela voulait dire devenir enfant de chœur et rêver du pouvoir sacré incarné par le prêtre ; cela voulait dire envisager sérieusement de devenir prêtre jusqu'à la fin du collège.

Être catholique voulait dire avoir vraiment peur quand on allait à confesse le samedi – même si le pire que nous ayons pu faire était sans conséquence.

Être irlandais n'était pas une préoccupation quotidienne. Être irlandais voulait dire regarder le défilé de la Saint-Patrick à la télévision ; cela voulait dire participer au spectacle annuel de l'école où tous les enfants s'habillaient en vert ; cela voulait dire, pour mes sœurs, prendre des leçons de danse où elles apprenaient des gigues et des quadrilles (mais arrêtaient de les danser assez vite, heureusement). Être irlandais voulait dire aller une ou deux fois à Rocckaway[4] pendant les vacances d'été et y apprendre qu'un vieil ami de la famille avait un de ces boulots de gardien d'école qui lui permettait d'être presque riche. Apparemment, les écoles « publiques » avaient au moins une chose de bonne.



Plus tard, quand je quittai Brooklyn pour partir loin dans le Bronx, à l'université, j'avais envie de rentrer sous terre chaque fois que l'on disait de quelqu'un que c'était un « BIC », *Bronx* ou *Brooklyn Irish Catholic* [catholique irlandais du Bronx ou de Brooklyn] selon le cas. Ils entendaient par là quelqu'un de timoré sexuellement mais de hardi avec la bouteille. La plupart des gens à qui l'on collait cette étiquette en souffraient mais, au fil du temps, j'en entendis plus d'un tirer gloire de cette qualification. Ma fille, malgré sa consternation de constater que nous n'étions rien qui pût lui être utile à l'école, n'aurait pas su quoi faire de l'appellation « BIC ».

Une fois que j'eus cessé d'être catholique, ce ne fut pas long avant que, plus ou moins sans m'en rendre compte, je cesse de me sentir irlandais. Abandonner mon côté catholique avait été dur ; le côté irlandais ne fut qu'un détail. (Ne plus s'identifier à la condition d'être Blanc vint bien plus tard.)

◆◆◆◆◆

REVENONS au début de cet article. Ma fille veut vraiment savoir « Qui a été le premier être humain ? » et « D'où il venait ? ». Contrairement à ses questions sur les origines de l'espèce humain, ses questions sur son identité sociale viennent rarement de son propre désir de savoir ou de comprendre.

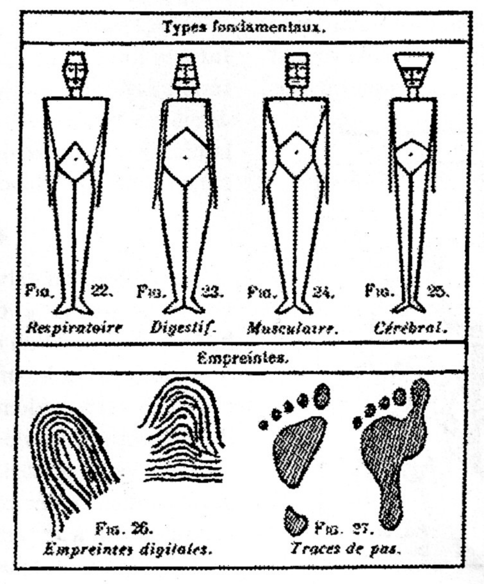
Elles viennent de son l'école, une école qui s'engage explicitement à dispenser un enseignement multiculturel à un ensemble d'élèves varié. Elles font généralement partie de la mission d'un ensei-

gnant s'efforçant de découvrir, avec les enfants, les diverses racines des gamins de la classe. On pointe sur des cartes les lieux d'origine de la famille, une ou deux générations plus tôt ; on bâtit des arbres généalogiques ; on rédige des biographies. Quelle objection pourrais-je avoir contre cela ?

Pourtant j'en ai une. Au début de l'année, en apprenant que ma fille allait étudier l'immigration en CM1, j'ai dit à sa maîtresse, une femme que je connais depuis des années, que je n'aimais pas ce thème, qu'il déformait les réalités essentielles de l'Amérique et qu'il désavantageait profondément les élèves noirs de la classe. Un trop grand nombre de ces enfants n'auraient aucune histoire de souffrances et de réussite de l'immigrant à partager avec leurs camarades de classe. L'institutrice fut, à mon avis, sincèrement surprise par mes objections. Elle me rappela que traditionnellement l'école célébrait le Mois de l'histoire noire en étudiant des sujets liés à la lutte des Noirs pour la liberté. Cette réponse me laissa insatisfait. Je me permis de lui suggérer que le thème de « Mouvement » lui permettrait d'explorer certains des mêmes sujets sans avoir les mêmes problèmes. À mon agréable surprise, le thème fut finalement rectifié de manière à inclure la migration forcée parallèlement à l'immigration.

◆◆◆◆◆

[...] **Trop souvent**, l'éducation multiculturelle encouragée dans les écoles américaines repose sur une notion superficielle de la culture. A mon sens, Ralph W. Nicholas a vu juste quand il a écrit que la culture « renvoie à toutes les habitudes, tous les modèles et toutes les façons de penser qu'acquièrent les êtres humains en héritage *extra-génétique*. (C'est moi qui souligne.) Étant donné la volonté d'étudier des cultures multiples à travers le prisme de leur origine continentale ou nationale, il me semble qu'on encourage beaucoup d'écoliers et d'étudiants à comprendre la culture comme un héritage génétique. La notion d'immigration est, au fond, un des moyens les plus répandus et évidents de décrire et de comprendre la diversité du peuple américain. Elle permet aux maîtres et aux élèves d'apprécier la difficulté qu'il y a à s'adapter à de nouvelles façons de faire. En revanche, comme moyen de comprendre l'Amérique, elle est profondément viciée.



◆◆◆◆◆

En mettant l'accent sur l'immigration comme catégorie centrale de l'étude historique de l'Amérique, l'on débouche généralement sur l'idée d'« arriver » comme catégorie économique et de la petite entreprise comme institution économique centrale.

[...] Le monde est fait non pas de la nostalgie des coutumes de pays lointains mais d'événements et de personnalités proches. Et la culture qui a fait de l'Amérique ce qu'elle est et ce qu'elle pourrait être n'est pas une accumulation de contributions plus ou moins égales apportées par divers groupes d'immigrants en tant que tels.

Tous ceux qui ont vécu ici et tous ceux qui y vivent font partie de ce que nous sommes et de ce que nous pourrions devenir. Mais, nous devons savoir clairement ce que nous sommes et ce que nous voulons devenir. Les pratiques caractéristiques de l'enseignement multiculturel, tel qu'il apparaît dans les manuels scolaires californiens et dans les travaux de ma fille sur l'immigration, laissent croire que nous avons accompli plus que nous ne pensons et qu'il reste moins à faire que nous ne le croyons. L'enseignement multiculturel tend à négliger l'importance de l'oppression actuelle ou, s'il reconnaît son existence, il tend à la présenter comme une oppression sans oppresseurs. Je peux me tromper. Il se peut en effet que dans certaines situations d'enseignement multiculturel, on encourage les élèves à examiner non seulement les difficultés endurées par les immigrants européens mais aussi leur volonté relative de devenir blancs en Amérique. D'où mon idée que l'enseignement multiculturel est un projet de défaite.

Ceux qui sont à l'avant-garde des efforts visant à multiculturaliser les programmes sont, trop souvent, les produits intellectuels et personnels du sursaut des années 60. Mais ils ont abandonné l'espoir dans le désir utopique des années 60 et l'ont remplacé par l'équivalent social, politique et éducatif de l'assistanat dirigé. Or, plus que tout le reste, ce sont les luttes des Noirs des années 50 et 60 qui donnèrent à ce désir utopique son expression initiale. Et il imprima profondément les esprits et les cœurs des Blancs. Il y eut une époque où

des milliers de foyers blancs furent secoués par des débats entre enfants et parents sur la question raciale. Mais, à mon avis, ce n'est guère le cas aujourd'hui. L'abandon de la lutte pour l'égalité raciale a été nourri par l'idée que ceux que l'on considère comme blancs sont finalement incapables de se joindre sans équivoque au combat pour la libération des Noirs et pour leur propre liberté.

◆◆◆◆◆

C'est la lutte pour l'égalité raciale qui fut l'élément déterminant dans les événements, petits et grands, des années 60. J'ai moi-même joué un rôle trop infime dans les batailles de cette époque pour que cela mérite seulement une note en bas de page. Mais je suis heureux de l'avoir fait. Ce ne fut pas toujours facile de discuter quand personne ne semblait avoir le même point de vue. Ce n'était pas toujours facile quand des gens de ma famille me rappelaient l'époque où l'on pouvait lire : « Nous ne recrutons aucun Irlandais. » – comme si la veille encore ils avaient subi une discrimination parce qu'ils étaient irlandais. Je suis heureux de n'avoir pas accordé alors beaucoup de valeur à leur qualité d'Irlandais parce que, pour moi, elle me semblait alors et, pour l'essentiel, me semble encore aujourd'hui, inséparable de leur blancheur.

La vision multiculturaliste a un but social limité : les gens devraient apprendre à vivre et à laisser vivre. Mais ce que les tenants de la croyance multiculturelle négligent souvent, c'est qu'en Amérique le « vivre et laisser vivre » repose sur une complicité permanente avec la reproduction des distinctions de races. Tant que ces distinctions demeureront intactes, il est peu probable que l'enseignement multiculturel modifie sensiblement le refus persistant de milliers de jeunes Noirs de participer à l'école avec enthousiasme. Et il est peu probable que l'enseignement multiculturel contribue beaucoup à modifier les idées reçues des Blancs, quelle que soit la région du globe d'où ils viennent, eux ou leurs ancêtres.

John Garvey ■



Texte 3 ANTIFASCISME, «ANTIRACISME» ET ABOLITION

Il existe désormais aux États-Unis et dans le monde entier un certain nombre de projets, de centres de recherche et de publications qui se nomment « antiracistes ». Presque toute l'attention du mouvement « antiraciste » se concentre sur des groupes comme les nazis ou le Ku-klux-klan qui avouent explicitement leur racisme et sur les mouvements anti-avortement ou anti-homosexuels qui sont en grande partie dirigés par des individus se situant à l'extrême droite de l'échiquier politique, et ses initiatives programmatiques s'attachent presque exclusivement à combattre ces forces.

Nous pensons que c'est une erreur. De même que le système capitaliste n'est pas un complot des capitalistes, la notion de race n'est pas l'œuvre des racistes. Au contraire, elle est reproduite par les principales institutions de la société, parmi lesquelles figurent les écoles (qui définissent l'« excellence »), le marché du travail (qui définit l'« emploi »), la loi (qui définit le « crime »), le système de protection sociale (qui définit la « misère ») et la famille (qui définit la « parenté ») – et elle est renforcée par divers programmes de réforme concernant bon nombre des problèmes sociaux dont s'occupe traditionnellement la « gauche ».

◆◆◆◆◆

Les groupes racistes et d'extrême droite représentent dans l'ensemble des caricatures de la réalité qu'offre cette société définie par les races ; au pire, ils illustrent les efforts d'une minorité visant à repousser la barrière raciale plus loin que ce qui est généralement jugé convenable. Quand c'est le cas, le mouvement « antiraciste » se trompe gravement sur les racines du problème racial et adopte une stratégie erronée pour s'y attaquer.

Race Traitor estime que l'objectif principal de ceux qui cherchent à éliminer les barrières raciales devrait être les institutions et les comportements qui les entretiennent : écoles, justice pénale et systèmes de protection sociale, employeurs et syndicats, famille. En cela, nous sommes à l'unisson des premiers abolitionnistes, qui ne se lassèrent jamais de montrer que le problème, ce n'étaient pas les propriétaires d'esclaves de Caroline mais les bons citoyens du Massachusetts[5].

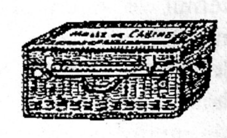
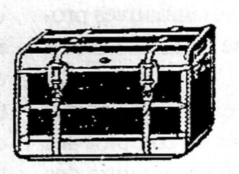
[Un groupe de nazis organise une manifestation anti-homosexuelle dans une ville de Pennsylvanie. Un groupe d'opposants appelle à une contre-manifestation. La police est chargée de protéger les nazis. Les organisateurs antifascistes revendiquent une victoire.]

[...] Nous n'en sommes pas si sûrs. Nous n'avons aucun doute sur le fait que l'annulation du défilé fut une défaite pour les nazis ; mais il nous semble que ce fut plus une victoire de l'Etat que des organisateurs antifascistes, car l'Etat put apparaître comme le défenseur à la fois de la liberté d'expression et de l'ordre, en marginalisant les « extrémistes » des deux bords – ceux qui veulent bâtir des camps de la mort et ceux qui veulent empêcher leur construction[6]. Nous aurions tendance à approuver un autre commentateur, qui jugea la contre-manifestation « inefficace ».

Nous sommes pour chasser les nazis des rues par la force chaque fois qu'ils se montrent, et les confrontations militantes avec les « racistes » et autres réactionnaires de droite (ou de gauche). Mais nous posons la question : « À quoi sert cette stratégie ? » S'il s'agit de causer des dommages matériels aux fascistes, il ne faut pas être grand clerc pour voir que ces dommages peuvent être infligés de manière plus efficace n'importe quel jour de l'année où ils n'apparaissent pas en public entourés d'un mur de flics et de caméras de télévision. S'il s'agit de favoriser la désertion de nazis, nous n'avons aucun moyen de savoir dans quelle mesure ces actions sont efficaces. Si le but est de démontrer que l'Etat est le défenseur des nazis, il s'agit d'un vérité très partielle ; l'Etat est défenseur de l'ordre public et a montré qu'il était tout à fait prêt à réprimer les nazis et autres extrémistes blancs qui menacent cet ordre. Et si le but est de rallier des gens à une vision du monde sans barrières de race, nous sommes obligés d'affirmer que toute action qui vise à écraser des nazis physiquement et n'y parvient pas à cause de l'intervention de l'Etat a pour effet de renforcer l'autorité de l'Etat, lequel est, comme nous l'avons dit, la principale force derrière les barrières raciales.

Éditorial de *Race Traitor* ■

1 – Un Noir sauvagement battu par des policiers de Los Angeles, scène qui fut filmée par un amateur. Les policiers ont eu des peines symboliques, déclenchant la fureur de la communauté noire.
2 – John Brown, abolitionniste, mena une révolte d'esclaves en 1859 contre l'arsenal de Harper's Ferry, un village en Virginie, et fut pendu lors de son écrasement.
3 – Voir note 2.
4 – Péninsule bordée de plages, dans les limites de la municipalité de New York, fréquentée par les gens d'origine irlandaise.
5 – Le texte renvoie ici aux textes de Marx sur la guerre civile aux États-Unis. Celui-ci mentionnait le rôle des « bons » capitalistes nordistes dans la création, l'entretien et enfin la destruction du système esclavagiste, selon leurs besoins de profit.
6 – On rapprochera utilement cet exemple de celui des manifestations anti-avortement des néo-nazis et intégristes français, interdites par la Préfecture de police (note d'O.T.).

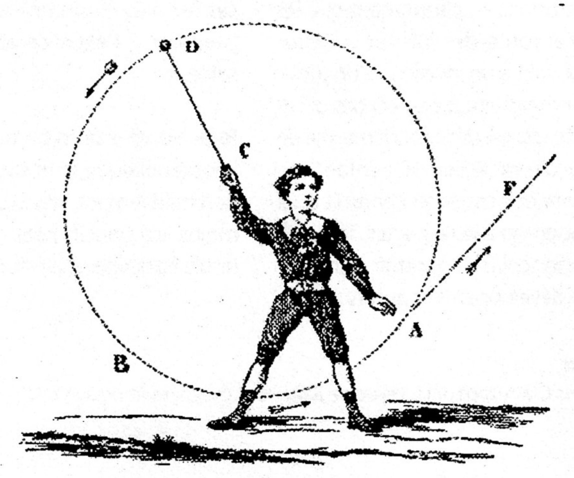


Fig. 79. — Image de la force centrifuge.

ALIÉNATION GARANTIE, GRATUITE ET OBLIGATOIRE

LES ADOLESCENTS ne lisent plus ; ils sont incapables de rédiger ; on connaît l'antienne… Mais que se produit-il lorsqu'ils écrivent, c'est-à-dire lorsqu'ils utilisent l'écriture, spontanément ou sur incitation, pour dire leur révolte et leurs rêves ?
Voici quelques mois, un teenager canadien, dont l'étouffoir scolaire avait fait une victime impuissante de brimades, lut en classe une fiction de sa composition, dans laquelle un jeune bouc émissaire qui lui ressemble fort fait sauter son école. On se souvient peut-être que l'adolescent fut arrêté, emprisonné plus d'un mois, puis libéré – dans l'attente de son procès ! – à la suite d'une campagne d'opinion[1].

INTITULÉ « School alienation », le texte qu'on lira ci-dessous n'a pas eu de conséquences aussi fâcheuses pour son auteure, une adolescente américaine d'une quinzaine d'années. Si sa dénonciation de l'aliénation scolaire peut sembler moins radicale, moins agressive en tout cas, qu'une extermination rêvée des oppresseurs, elle est assez efficace pour mettre en lumière la condition intolérable faite aux « mineur(e)s », oubliés de la bonne (comme de la mauvaise) conscience adulte, sauf quand leur invocation (la fameuse « protection de l'enfance ») peut permettre de renforcer le contrôle des populations.
Il faut en effet rappeler à quel point le sujet ici abordé embarrasse les parents, oublieux de leur propre enfance, usagers parmi d'autres de la grande garderie de l'Éducation nationale, habités de la terreur irraisonnée que leurs enfants soient « marginalisés » s'ils échappaient au service scolaire. Pour nombre d'entre eux, il serait caractériellement insupportable que leur progéniture échappe à des horreurs qu'ils ont dû subir eux-mêmes.
Ne font-ils pas croire aux enfants, répétant un cliché commode, que « l'école est obligatoire », quand la loi de Jules Ferry n'avait stipulé que l'obligation de l'instruction, prévoyant expressément que celle-ci pouvait être dispensée n'importe où, et par n'importe qui ? On comprend l'intérêt des parents, conservateurs ou libertaires, à dissimuler l'existence d'une alternative (au sens originel) : y aller ou pas…

EN 1998, le parlement français s'est avisé qu'il existait là une espèce de faille archaïque dans la réglementation. Les députés et sénateurs de tous bords se sont employés à renforcer le contrôle des enfants déscolarisés (dont le nombre est estimé à 6 000), présentés comme les victimes naturelles des sectes et des pédophiles. Vieille stratégie laïque de la République, s'opposant spectaculairement hier à l'Église, aujourd'hui aux sectes concurrentes. On lira avec intérêt l'intervention de la ministre chargée de l'enseignement scolaire, Ségolène Royal, lors du débat de décembre 1998 à l'Assemblée, lorsqu'elle récapitule, voire tente de refonder le discours institutionnel sur l'école :
« Il est nécessaire d'assurer prioritairement l'instruction au sein des établissements d'enseignement. En effet, l'école est le creuset de la citoyenneté. La scolarisation

des enfants au sein d'institutions leur apprenant que les citoyens reconnaissent l'autorité des lois de la République, et non le pouvoir absolu d'un individu, d'un groupe ou d'une caste, et leur enseignant le respect des différences et le sens de l'égalité, est un droit fondamental de la personne humaine. L'école est le lieu où l'enfant apprend, comprend, découvre et c'est aussi l'endroit où il se confronte à l'autre et apprend à le respecter. Tel est le sens profond de l'obligation scolaire : garantir à chaque enfant les conditions d'un développement autonome de ses facultés et notamment de son esprit critique pour le préparer à l'exercice actif d'une citoyenneté responsable. »

RÉDIGÉ contre un système éducatif différent du nôtre, où l'école publique se trouve dans un état de décomposition particulièrement avancé, le texte de Moe[2] oppose néanmoins aux poncifs paternalistes et citoyennistes de la ministre française une réfutation tranquille et pertinente.

CLAUDE GUILLON ❒

1 – *Libération*, 3 février 2001.
2 – *Ce texte a été publié dans* Claustrophobia, *revue de Baltimore (hiver-printemps 2001).*

L'ALIÉNATION SCOLAIRE

CE QUE J'ÉCRIS ne résumera peut-être pas tous les aspects de la question, toutes les impressions concernant l'école, mais c'est au moins un début pour ouvrir certains esprits et briser les murs de la solitude et de l'oppression. Hum... c'est amusant parce que je parie que beaucoup de gens sont en train de se dire : qu'est-ce que l'école a à voir avec l'oppression ?

Je parie que ça n'a jamais même effleuré votre esprit... Voyez-vous, l'oppression a été modelée si soigneusement dans nos systèmes scolaires que, si vous ouvrez les yeux et les oreilles, vous pouvez sentir que les murs se referment sur vous, et vous ne savez pas pourquoi, où, ni comment ces impressions sont apparues. Tout, depuis le fait de parler à ses amis jusqu'à sécher les cours, montre combien vous êtes opprimé.

ÉCOLE : créativité, puissance, savoir, entraide. Notre école : puissante, qui n'aide pas, qui ne sait pas. Réalité. Les écoles maintiennent nos peurs du futur et notre solitude présente.

Ça ne devrait pas être comme ça, mais c'est comme ça.

LES ÉCOLES, et particulièrement les lycées, sont pour tout esprit rêveur supposées donner un coup de main à un jeune étudiant sur le chemin de la vie ; elles sont supposées nous aider à ouvrir nos esprits, pas à les fermer.

Au lieu de ça, elles nous donnent un coup de main pour nous aveugler et nous envoyer sur la route voulue par la société et le gouvernement, et non celle désirée par nos cœurs et nos âmes.

Les écoles sont devenues des juges de la manière de penser et de s'habiller des jeunes. Si vous vous promenez en sweat-shirt et casquette[1], ils pensent que vous faites partie d'un gang et que vous êtes un problème social, quand en réalité c'est l'école qui en est un.


La douche des genoux

ÇA VOUS accable, vous donne envie de cogner, et le plus triste est que certains pensent que ça vient d'eux, au lieu de remettre les écoles en question.

Il y a tant de choses qui se passent dans le monde ; des larmes et du sang sont versés au tic-tac de l'horloge du monde. Comment dire : Hé, ce n'est pas ce que j'attends de la vie !

J'ai une réponse : l'unité.

Ensemble nous pouvons essayer de résoudre les problèmes au lieu de sombrer comme tant de jeunes le font ; sombrer dans le suicide, dans la drogue, ou juste renoncer à nous-mêmes et notre éducation.

Nous devons opprimer l'oppresseur ; personne n'a dit que ce serait facile.

POURQUOI les jeunes sèchent les cours ? Une des réponses est : l'école nous aliène. Qui voudrait passer une journée entière dans une classe ennuyeuse avec un professeur qui n'enseigne que pour l'argent et

parle comme un robot ? Vous avez plus de chance d'apprendre quelque chose en allant à la bibliothèque et en vous instruisant vous-mêmes. Se soucient-ils vraiment de nous ? Je ne dis pas que tous les professeurs sont comme ça. Vous serez chanceux si, sur huit professeurs, vous en trouvez deux ou trois qui vous donnent envie d'apprendre et de découvrir.

Nous devons apprendre que le problème ne vient pas de nous, mais prendre un peu de recul et regarder notre environnement, qui nous a conditionné à penser comme nous le faisons. Nous portons des marques pour être à la mode. Écoutons la musique qu'on nous désigne comme cool. Écoutons nos parents parce qu'ils ont toujours raison. Jugeons les autres pour nous sentir mieux nous-mêmes. Mentons pour dissimuler notre manque de confiance. Travaillons dur à l'école afin d'aller à l'université ; allons à l'université afin de trouver un travail que nous haïssons, mais qui rapporte beaucoup d'argent pour des choses dont nous n'avons même pas besoin. Y voyez-vous un modèle ? Un cycle de ce qui nous est donné dans la vie par cette société faite par d'autres, devenue trop dure pour verser des larmes sur les générations mourantes à venir.

Juste une seconde, essayez de croire que peut-être toutes les choses qu'on nous a enseignées sont fausses. Choisissez de vivre une vie où vous seriez libres de changer ce que vous voulez changer.

C'est facile pour les jeunes de se sentir coincés, particulièrement pendant les années inexpérimentées du lycée, qui pavent le chemin de nos futurs. Nous préférerions fuir que de faire face à nos objectifs.

Vous vous sentez tomber dans le temps et l'espace et tout semble irréel et froid.

Apprendre est-il un processus qu'il faut durement affronter seul, subissant une vie où notre droit à en savoir plus sur nous-mêmes et les autres est nié ?

Nous devons relever la tête et nous rappeler qui nous sommes.

La douche totale

Jour après jour nous devons essayer de briser la réalité, d'empêcher la réalité de nous briser.

Vivre la vie par choix, pas par regrets.

Nous battre pour rester vivants et conscients. Suivre la route de nos rêves.

Les émotions sont des armes qui peuvent être utilisées pour infliger des blessures au système scolaire, au lieu de nous les infliger à nous-mêmes.

Je veux un monde de choix, et non de besoins et de pensées superficiels.

Un mot : l'unité.

Nous ne devrions pas avoir à renoncer à nos rêves, à la connaissance, à l'espoir, et à nous-mêmes pour une rue à sens unique.

Moe ■

Queens, N.Y., 2001

traduit par Gaëlle Erkens ❐

1 – *« Thugged out », de thug, voyou ; que l'on pourrait traduire par « fringué comme un voyou ».*

QUELLE LUMIÈRE, CE DIMANCHE !

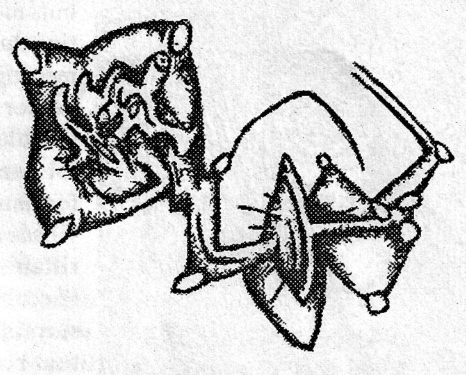
L'on parle d'art subversif, et tout autant de subversion de l'art. De quoi, en fait, parle-t'on, et dans quel but ? L'art – autrement dit, ce que Victor Brauner qualifiait, pour éviter toute méprise, de *picto-poésie* – s'il n'est pas subversif, n'est rien. Rien que de la décoration, un passe-temps moins frivole que terriblement sérieux, quelque chose comme ce bon vieux fauteuil dans lequel la momie de Matisse prolonge sa sieste spirituelle. La qualité essentielle de la création poétique est sans aucun doute de révéler une puissance émancipatrice qui, malgré une éminente fragilité, peut parfois causer, à l'égal de l'amour, un coup de foudre illuminant la trajectoire d'une vie. Cela se vit, et n'est-ce pas à partir d'une telle expérience que peut réellement prendre sens la notion d'art subversif ? Je ne suis bien sûr pas le seul pour qui, à l'adolescence, la lecture de Rimbaud et la découverte de reproductions de l'œuvre de Max Ernst ont décidé de l'aimantation d'une boussole mentale contredisant la soumission attendue aux valeurs admises. Un lien, délimitant les mêmes refus, a, pour ma part, pu se faire rapidement avec la nécessité de la critique radicale. La nécessité de ce lien, sa force, sa reconnaissance en chaque individu non défait par quelque forme de résignation et ce qu'il peut unir de désirs de révolution dans un mouvement de lutte sociale sont l'enjeu d'un débat pour lequel l'art, le plus subversif se veuille-t'il, et la critique sociale la plus radicale n'assignent d'autres fins que la réalisation de la civilisation communiste libertaire. Avertis depuis quelques décades que tout projet révolutionnaire de « *transformer le monde* » est forcément incomplet s'il ne se donne également pour but de « *changer la vie* », de celle-ci que savons-nous si nous n'en considérons que le phénomène objectif, sans vouloir saisir comment en notre propre vie, réagissent au monde des mouvements passionnels inhérents à la condition humaine, et dont il y aura bientôt deux siècles Fourier a démontré combien leur libre essor est le gage nécessaire pour triompher de l'abjecte civilisation capitaliste ? Aussi tout ce qui vise à porter les passions au plus haut, les exalte et dans cette exaltation même illumine un aspect ignoré du domaine sensible, une terre intérieure que la monotone vie quotidienne laisse habituellement en friche si elle n'en fait masochistement le labour des remords et de la conscience malheureuse, tout ce mouvement conjoint de l'esprit et du cœur est œuvre poétique. Dépense de l'imagination créatrice instituant une autre pratique de l'échange, qu'on ne saurait abusivement réduire à ce que l'arsenal de la linguistique concède sous le terme presque mécaniste de communication. Mais tout autant ressource du désir, du créateur au regardeur, pour la connaissance du monde en sa possible harmonie, d'un monde délivré de sa logique coutumière. L'expérience poétique lui invente là, ou lui propose cette harmonie possible comme le devenir de la liberté, devenir sans l'intuition duquel, à portée pourtant de quiconque ne méprise pas ses rêves, la critique radicale n'est qu'exercice d'une pensée rationnelle vouée à la seule négativité. Et pourtant ! Si la raison est sans doute le lot égal de chacun en cette société, elle n'est pas la seule faculté dont dispose l'esprit pour critiquer le monde : l'imagination doit également participer à la dénonciation de ce qui l'accable et

● Bill Ho

l'avilit, notamment dans l'aliénation du langage et de la sensibilité. Les potentialités critiques de l'imagination offrent, semble-t'il, le véritable terrain d'échange, ludique autant que théorique, où peuvent se rencontrer, en dépassant toutes spécialisations, ceux et celles pour qui la création poétique et la critique psycho-sociale sont aujourd'hui l'esquisse de nouveaux rapports humains où la poésie sera faite par tous.

◆◆◆◆◆

Subvertir : la pensée poétique, dès lors qu'elle accède à la conscience, sait tout d'abord rendre instables les catégories normatives qui limitent dans une forteresse mentale, le statut ontologique et le vécu de l'individu, éduqué ainsi à accepter son aliénation, à ne pas même s'en rendre compte pour ne pas vouloir un jour, selon le conseil d'une nuit rebelle, s'en rendre maître. Certes, il ne saurait déjà être question, tant que durera cette société qui n'est pas la nôtre, de maîtriser et d'abolir les ressorts intimes de l'aliénation. Tout au moins, tandis que l'expérience psychanalytique aide à les nommer et en discerne l'odieuse logique, la pensée poétique triomphe parfois de la malédiction qu'ils ont jetée sur l'épanouissement de l'être. Triomphe toujours trop éphémère, que cependant la révolte, sœur de la poésie, a la grâce de provoquer une nouvelle fois, et tant qu'il se pourra si l'individu s'abandonnant librement à l'écoute de son inconscient, se forge ainsi une conscience poétique dont la pleine saisie, par delà toutes les raisons de désespérer, lui fait désirer la révolution, non seulement par l'enragé souci d'en finir avec une société inique, mais pour partager avec le plus grand nombre cette merveille inachevée qu'est l'imagination créatrice. Inachevée, parce que tel est toujours ainsi le dialogue entre le conscient et l'inconscient, et que nous faisons généralement si peu de cas de ce que nos rêves nous disent. Inachevée, parce qu'aussi sans cesse menacée par l'exploitation mercantile des désirs et l'étouffante omniprésence de formes imaginaires aussi stéréotypées que jadis celles des saints du calendrier, masquant dans l'inlassable publicité pour l'adhésion narcissique à la marchandise, la conjonction de l'imagination et du réel dans laquelle l'on se découvre, comme une conscience à conquérir, la force de nier cette aliénation.



• Compte-rendu de la conférence « La pensée philosophique d'Asger Jorn à travers Cobra et l'Internationale situationniste » de Peter Shield, à la Bibliothèque nationale, 1998.•

◆◆◆◆◆

Faut-il insister sur le fait que la pensée, l'acte ou le vécu poétiques relèvent du domaine sensible, et qu'expérience empirique, ce double mouvement d'interrogation de l'aliénation subjective et de libération des désirs nie de fait toute posture intellectuelle de soumission à quelque transcendance visant à l'effacement de l'individu devant l'ineffable divinité ou parfois son substitut laïc ? De même que « *le poète actuel n'a pas d'autre ressource que d'être révolutionnaire ou de ne pas être poète* » (Benjamin Péret), toute création poétique ne peut aujourd'hui prévaloir sans être à l'évidence une démonstration d'athéisme. Car toutes les propagandes religieuses, et aujourd'hui alentour les crétinisantes simagrées du New Age, au nom d'une prétendue quête de la sagesse intérieure demandent à leurs ouailles le renoncement à ce qui les fondent en tant qu'individus : la féconde émergence de leurs désirs. La négation autoritaire de ceux-ci, leur accaparement dans l'impossible désir de dieu, « *celui qui ne bande pas, qui décide les plus fiers bandeurs à ne plus bander* » (René Crevel) est inconciliable avec la poésie. Il s'agit au contraire d'affirmer la dynamique des désirs et que de leur incessante métamorphose advient, malgré la misère du langage et le profit qu'en tire la domination, tout sens et toute possible qualification d'un rapport au réel, pour en faire la critique et dès que cela devient possible, la transformation. C'est dans cette affirmation que se nourrissent toute révolte et tout projet utopique, et que la pensée court ses plus belles envolées, que se devine, ainsi que Sade l'avait pressenti avant que ne l'éprouvent les expériences surréalistes, « *le fonctionnement réel de la pensée* » (Breton), à partir duquel se conçoivent l'échange réel avec les autres et le partage du monde.

◆◆◆◆◆

A contre temps, contre l'actualité immédiate de l'ennui et de la veulerie, il s'agit d'anticiper les formes de cet échange (quand bien même ce ne serait que sous forme d'esquisses expérimentales dont la valeur est d'inciter chacun au *passage à l'acte poétique*). Par des moyens appropriés dont l'usage et l'étendue pratiques sont loin d'être explorés, il s'agit de projeter une forme ana-

logique qui puisse prendre son relief non sur le plan fugace de l'appréhension et de l'expression manifestes de la marche du monde (qui est lieu de culture presqu'entièrement régi par les mécanismes de la domination) mais sur ce plan autrement plus trouble parce que d'une évidence à la seule merci de l'imagination symbolique et non de la raison, qui est le lieu des mythes où se font et se défont le chaos et les promesses de la modernité. Voilà sans doute par où et comment l'aventure poétique peut croiser sa puissance émancipatrice avec celle d'un projet révolutionnaire toujours à redéfinir. Car aujourd'hui, plus désespérément qu'il y a un siècle, nous savons que ce projet, ce désir d'utopie, avant que de peut-être pouvoir revêtir de nouveau des formes actives manifestes dans le champ social, s'inscrivent dans la dimension du mythe. Quelles nouvelles formes traversant l'imaginaire collectif avance-t'elle aujourd'hui, après avoir des siècles durant usé celles du messianisme jusqu'en son incarnation collective dans le prolétariat, cet indocile sujet de l'histoire, et s'être également durablement confronté aux images de l'apocalypse (de la marmite de Ravachol à celles autrement plus funestes récurées par les puissances nucléaires), c'est à chaque individu alerté de sa propre puissance imaginative et la mettant en œuvre dans quelque mode de création poétique qu'il élise, seul ou collectivement, qu'il appartient de saisir concrètement, sensiblement une part de cet enjeu. Puis de la donner à voir, de la confronter à d'autres imaginations et d'en dégager collectivement des éléments de connaissance de la réalité mythique actuelle. Ce peut être là le lieu où exercer une imagination critique, une investigation portant à la fois sur l'état actuel de l'imaginaire social et les possibilités de le subvertir. A la suite de débats et de recherches menées depuis au moins les années 1930 par des individus et des groupes aussi divers que les surréalistes, le Collège de sociologie, Walter Benjamin, Ernst Bloch ou encore Asger Jorn et son Institut de vandalisme comparé, ce problème déplace les enjeux de la subversion poétique sur un terrain autrement plus fertile que celui avidement pragmatique dans lequel se sont laissés piéger nombre d'artistes pressés de servir la cause révolutionnaire dans les routines de l'art engagé. Car il ne suffit pas, serait-ce dans un but de dénonciation, de donner à voir les éléments manifestes de la réalité aliénée, ou ceux du monde proposé selon les termes d'une propagande d'emblée sclérosante, mais de participer au dévoilement du contenu latent de l'époque, d'une scène qui résonne en chacun de nous, où le Père Ubu couve une progéniture hurlante que ne sauraient raisonner ni les exorcismes télévisés, ni l'ouverture de tribunaux dans les jardins d'enfants.

◆◆◆◆◆

Mais d'où se tisse le lien de l'expression libératrice des désirs à la formulation imagée d'une mythologie et à la prospection symbolique de celle-ci vers une signification et une connaissance révolutionnaires ? Il est toujours salubre d'affirmer la présence d'Eros, d'« *Eros qui assure la cohésion de tout ce qui vit* » (Freud), dans toute pensée ou tout acte déterminant un rapport au réel. Et l'une des avancées les plus significatives de la pensée au siècle dernier est bien la théorie freudienne selon laquelle « *l'évolution des processus psychiques est régie par le principe de plaisir* ». L'on sait que dès la petite enfance, l'insertion de l'individu dans la vie sociale se fait sous le signe de la redoutable dialectique entre ce principe de plaisir et le principe de réalité. A celui-ci est impartie la tâche sinon de les refouler, d'orienter les pulsions vers des buts moins immédiats que la consommation du plaisir, et de les utiliser selon des mécanismes sublimatoires propres à perpétuer et à développer la vie sociale. C'est le rôle du surmoi de promulguer la loi symbolique permettant cette transformation des désirs selon les besoins civilisés pour assurer aussi bien les ébouriffants bonheurs de la syntaxe que l'accablante nécessité du travail. De ce surmoi, emblème de la reproduction de tout pouvoir, de toute domination comme de toute soumission, le malaise de cette civilisation a voulu qu'il dispose paradoxalement de l'accès à la jouissance. C'est donc à la fois *contre* et *grâce à* la

• Bill Howe •

structuration symbolique du surmoi que se joue l'expression libérée des désirs. A cet égard, le rôle de l'humour comme agent dynamiteur et donc créateur (ah, Bakounine !) est de première importance, telle qu'il n'y a pas de libération des désirs possible sans humour.

◆◆◆◆◆

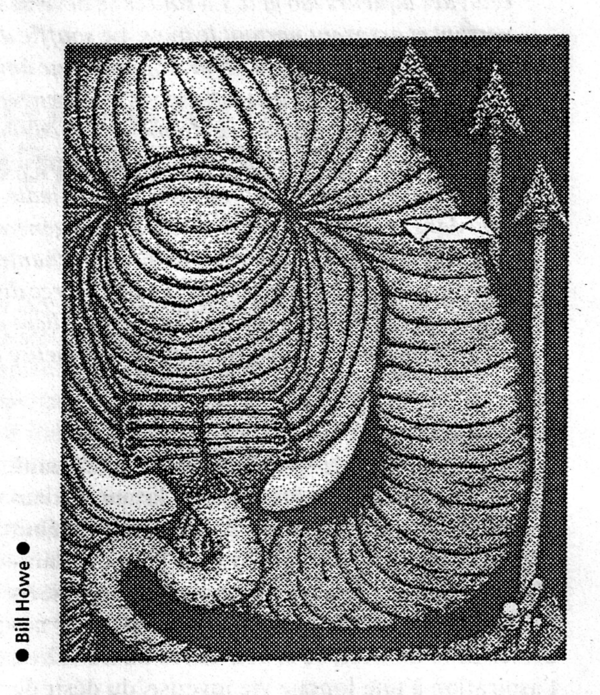
CELLE-CI EST DONC prise de parole du principe de plaisir. On voudrait qu'il en soit à l'évidence le cas pour chaque recherche se revendiquant d'un projet de subversion poétique. Et pourtant ! Car dans la mesure où ce qui se présente ainsi se contente de dresser le constat de la misère – dans toutes les déclinaisons du réalisme – il n'œuvre que sur la structure psychique contrôlée par le principe de réalité. Peut on créer une parole libre en ne mettant en jeu que celle-ci, si aliénée ? En n'ayant de regard sur le monde que filtré par les représentations mentales les plus convenues ? L'on objectera qu'il s'agit justement de faire prendre conscience de cette misère, et que sans doute, les ficelles utilisées se justifient de l'existence de nos chaînes… Ce à quoi j'aime répondre qu'il est autrement plus plaisant d'inciter l'esprit à se saisir, non de ce qui l'encombre, mais de ce dont on le prive et qui est pourtant à portée de désir.

◆◆◆◆◆

C'EST PRÉCISÉMENT l'intérêt de l'art des fous ou plus généralement de ce que l'on nomme l'art brut, d'offrir de magnifiques témoignages de ce que peut être une activité créatrice mue plus directement par le principe de plaisir – serait ce pourtant à travers le crible dramatique de la folie et de son cortège de souffrances. Une révélation s'offre là qui frappe de dérision l'immense majorité de ce que l'art classique et moderne a pu proposer à ceux qui ne se sont jamais rassasiés des routines de la vision. N'est-ce point celle-ci la flèche de tout véritable scandale poétique ? La cible se dessine là où se fait la conscience que derrière les formes manifestes de l'aliénation, l'imagination invente un sens rebelle.

◆◆◆◆◆

OU SINON, c'est très en vogue, la promotion et la gestion des simulacres du désir. Il y a une économie des désirs hébétés, orientés à ne se porter que vers le Même et sa répétition, vers l'identification narcissique à la marchandise. A cette vieille fadaise d'être ce que l'on mange, l'on préfère ce cliché de devenir ce que l'on paraît. Aussi, il paraît que les années pop sont notre bon vieux temps, un âge d'or de la marchandise. Mystification où derrière la béate exaltation de la réification des désirs dans un monde ne doutant pas de devenir un gigantesque supermarché, s'affirme l'identification mortifère du sujet aux images insensées de la valeur d'échange. Réaliste en diable, c'était au pop art de proposer à la dimension esthétique l'image du dollar, d'ajouter cette goutte de néant à l'anéantissement conforme des passions. Le néant, faute d'aimer. A ce stade, l'esthétique réaliste n'est plus que capitulation devant Thanatos en lequel Freud voyait l'éternel ennemi d'Eros. Sans doute, à suivre les critiques de Marcuse, cette éternité là n'est que la trop longue durée de la civilisation judéo-chrétienne capitaliste, mais ainsi est désigné à notre rage le ferment mortifère qui de siècle en siècle combat dans l'esprit occidental l'Eros libérateur.


● Bill Howe ●

◆◆◆◆◆

JE CHERCHAIS TOUT À L'HEURE le lien entre l'expression libératrice des désirs et l'image mythique où pourrait se reconnaître le projet révolutionnaire. Ce lien, ne serait ce la très fine corde de l'arc d'Eros, avec laquelle tisser aussi bien les nuits où se réinvente l'amour, les toiles panoramiques où donner à voir les prestiges de l'imagination, et l'île noire flottant sur de prochaines insurrections ?

GUY GIRARD ■

UTOPIE LIBERTAIRE ANTIQUE ET GUERRE DES PAYSANS EN CHINE

Ni roi, ni sujet

Yu (le roi légendaire des Hia) alors qu'il aménageait la terre et les eaux, s'était égaré en chemin. Il atteignit un pays au nord de la Mer septentrionale, éloigné des districts de Ts'i, on ne sait de combien de dizaines de millions de ly. Ce pays s'appelle Tchongpei (Extrême-Nord). Nul n'en connaît les limites. Dans ce pays, il ne vente ni ne pleut. Nul givre et nulle rosée. Et non plus d'oiseaux, ni de quadrupèdes, ni d'insectes, ni de poissons, ni de végétation. Un plateau escarpé l'entoure. Au centre de ce territoire, se dresse une montagne en forme de jarre, appelée Houling. À son sommet, d'un orifice en forme d'anneau rond du nom de Tsehiue (Fosse savoureuse) jaillit un liquide appelé Chenfen (Source divine) au parfum plus pénétrant que celui de l'orchidée et du poivre, au goût surpassant celui des liqueurs lao et li. La source se déverse en quatre ruisseaux vers le bas de la montagne traversant et arrosant partout le pays. Le souffle de la terre est bénéfique. Les hommes d'un naturel conciliant, ignorent rivalité et dispute. Leur âme est bonne, leur corps est souple, orgueil et envie leur sont étrangers. Vieux et jeunes demeurent ensemble, il n'y a ni roi ni sujet. Hommes et femmes s'unissent à leur guise sans entremetteurs ni demandes de mariage. Ils vivent au bord de l'eau, ils ne labourent ni ne moissonnent. Le souffle de la terre est tiède, ils ne tissent, ni ne se vêtent. On meurt à cent ans. Il n'est ni mort prématurée, ni maladie. La population se multiplie, innombrable. Tous vivent dans la joie, ils ne connaissent ni la dégénérescence de la vieillesse ni l'affliction du deuil. Ils aiment la musique. Se tenant par la main, ils chantent des chants alternés jusqu'à la fin du jour. Quand la fatigue les prend, ils s'abreuvent à la Source divine et retrouvent l'équilibre de leur force et de leur esprit. S'ils ont trop bu, ivres, ils ne se réveillent que dix jours plus tard. Quand ils se baignent dans cette Source divine, leur peau devient onctueuse et le parfum ne s'en évanouit qu'après dix jours.

Ce texte du Lietseu, décrit une communauté imaginaire réminiscence de la communauté paysanne archaïque, précédant le début légendaire de l'aménagement de la Chine primitive. Il exprime le rêve commun aux paysans-serfs écrasés, de l'absence absolue de tout pouvoir au-dessus de leurs têtes, de la délivrance du travail, de l'aspiration à une longue vie joyeuse, du désir de l'union libre entre hommes et femmes, et enfin de l'échappée au carnage perpétuel de la mort sous la poigne des maîtres féodaux de l'époque.

L'auteur, Lietseu, – un des maîtres de l'école du Tao ou Dao (taoïsme) – naquit vers 450 av. J.-C. (période des Royaumes combattants), il menait une vie obscure au rang des hommes du commun et subsistait grâce à l'aide de ses disciples.

Enracinée dans le sol paysan, la pensée taoïste s'incarnera, au IIe siècle ap. J.-C., dans la formidable guerre des paysans qui contribua à la chute de l'empire des Seconds Han (25-220).

◆◆◆◆◆

Au premier millénaire av. J.-C., la société féodale archaïque se divise grosso modo en deux classes principales : en haut, l'aristocratie, en bas, la plèbe paysanne. Nobles et patriciens, détenteurs du pouvoir et maîtres de la terre, dominent et exploitent les paysans. Les rites régissent les rapports au sein de la noblesse, les coutumes rythment la vie plébéienne.

Les paysans besognent comme serfs, fermiers, ouvriers agricoles et les fruits de leur travail remplissent les greniers des nobles. D'autres sans-terre et esclaves pour dettes triment dans les mines, les fonderies de fer, les salines, les ateliers artisanaux appartenant aux féodaux ou à de riches marchands.

Ainsi en temps de paix, pour entretenir les « hommes supérieurs » (kiuntseu – fils de prince), les « gens de peu » (siaojen) labourent et crèvent de faim, tissent sans avoir de quoi se vêtir. « Le prince mange ses impôts, les grand-officiers mangent leurs fiefs, les patriciens mangent leurs domaines, les plébéiens mangent leurs forces de travail, les artisans et les commerçants mangent les prix fixés par l'État, les fonctionnaires mangent leurs fonctions, les administrateurs mangent leurs apanages ; le gouvernement est en ordre, le peuple est en paix… » dit le Discours sur les Royaumes (*Kouo Yu*, 1er s.)

Et durant les guerres acharnées entre féodaux pour la conquête des territoires et pour l'hégémonie, les plébéiens constituent la piétaille et crèvent en masse.

Au milieu de tous ces bouleversements et des troubles sociaux apparurent les « Cent écoles » de pensée chez les lettrés. Détenteurs du savoir de l'époque, ils servent pour la plupart le pouvoir féodal comme fonctionnaires et maîtres enseignants. Mais la dislocation des cours royales, la chute des maisons princières et seigneuriales finissent par les disperser dans le peuple. Parmi ces lettrés devenus très pauvres, les uns subsistent en dispensant leur enseignement en privé, les autres cherchent à s'employer chez les féodaux encore puissants, comme conseillers politiques. Confucius lui-même pour subsister se fit conseiller, tandis que Laotseu avait été archiviste à la Cour des Tcheou.

◆◆◆◆◆

Au premier millénaire avant notre ère, de ce monde de lettrés est issue une pléiade de penseurs, de poètes, de chroniqueurs. Dans ce foisonnement d'écoles, on peut distinguer trois courants de pensée principaux :

Les *joujia*, lettrés de l'école traditionaliste confucéenne, professent le retour à un ordre féodal idéal, régi par les rites ou règles de convenance dans les rapports entre roi et sujet, père et fils, mari et femme, frère et sœur suivant les principes moraux d'altruisme, d'équité, de raison et de loyauté. Le culte des ancêtres corrobore la vénération du roi, Fils du Ciel, qui règne en vertu du mandat céleste. La tradition féodale impose la stricte séparation des sexes. Supérieurs et inférieurs doivent aussi rester chacun respectivement à sa place et la paix régnera sous le ciel.

En opposition absolue avec l'école de Confucius, les *taojia*, de l'école de Laotseu, mal à l'aise dans un monde en perdition, mènent une existence cachée d'ermites ou de reclus. Leur idéal : le retour à la nature, la simplicité primitive, la vie naturelle, spontanée, libre et joyeuse, dénuée de toute convention, sans lois ni morale. Ils sont à l'origine du taoïsme dont la philosophie dérive des anciennes pratiques magico-religieuses héritées des chamanes, de la haute antiquité et enracinées dans le sol paysan. Le mot Tao ou Dao signifie couramment religion : Dao Lao, la religion de Laotseu ; Da.o làm ngûòi, la Voie d'être homme. Le Tao comme principe immanent de la nature, du mouvement cosmique, suggère l'idée d'une puissance en marche, de l'incessant devenir universel. Ses disciples prêchent le *wouwei*, le non-agir, la non-intervention de l'homme dans l'univers naturel et humain, le retour à la spontanéité et la simplicité primitive, à la vie en petites communautés autonomes, où

« S'il y existait des bateaux et des chars, le peuple n'y monterait pas ; s'il y existait des cuirasses et des lances, il ne les porterait pas. Il se nourrit avec saveur, s'habille avec élégance, se plaît dans sa demeure, jouit de ses simples usages. Les communautés voisines se regardent de loin ; on en entend chanter le coq, aboyer le chien, mais sans y mettre les pieds et ce, jusqu'à la mort. » (*Taoteking*)

De ce courant antiféodal, antitraditionaliste, il nous reste trois recueils de sentences, le *Taoteking*, attribué à Laotseu (v.570-490), le *Lietseu*, (v.450) cité au début de cette étude, et le *Tchoangtseu*, œuvre de Tchoangtcheou (v.370-300), un esprit poétique qui méprisa toute fonction publique et qui vécut dans l'obscurité et la pauvreté. En se soustrayant au conditionnement social et matériel, ces reclus cherchent à échapper à l'emprise de la maladie, au vieillissement et à la mort. Ils cultivent l'art de longue vie, pour « nourrir le principe vital », en suivant les disciplines respiratoires, diététiques, alchimiques, en pratiquant l'« art de la chambre à coucher », en imitant les animaux dans leurs jeux et leurs danses. Ils tendent aussi à s'abstraire du monde pour s'épanouir librement dans les voyages extatiques.

Enfin, les taoïstes s'opposent également au troisième courant, celui des légistes, *fajia*, école des Lois, qui condamne les traditions féodales pour proclamer la nécessité de la loi draconienne égale pour tous, sous l'autorité d'un souverain éclairé, maître absolu de l'État.

◆◆◆◆◆

C'est sous l'influence des légistes que le seigneur de Ts'in (Qin) après avoir détruit les six royaumes et toutes autres seigneuries, fonda le Premier empire et se proclama Premier empereur, Ts'in Chehoangti en 221 av. J.-C. L'empire centralisé fonctionne avec une bureaucratie complexe, comporte 36 provinces gérées chacune par un administrateur civil et un gouverneur militaire. Des institutions totalitaires – responsabilité collective et dénonciation obligatoire des délits à l'intérieur des groupes de familles – remplacent les rites et la morale d'autrefois. Les lettrés *jou* qui propagent le confucianisme sont mis à mort. Les livres classiques, les ouvrages des « Cent écoles », exceptés les livres de médecine, d'agriculture et divination, sont livrés au feu et ceux qui les détiennent sont punis de travaux forcés.

La plèbe paysanne anciennement rattachée aux fiefs féodaux détruits, se voit allouer les terres qu'elle cultive en payant une redevance avec une partie de la récolte, les impôts sur la paille et le foin et la capitation. Les corvées liées aux gigantesques travaux (construction de palais, de routes et canaux à travers l'Empire, de la Grande muraille et du mausolée de l'empereur…), l'enrôlement pour les opérations militaires de conquête lointaine, aggravent la condition paysanne et rendent le despotisme du Premier empereur insupportable. Après la mort du tyran, le soulèvement des anciens féodaux, conjugué avec les insurrections paysannes généralisées en 209-207 mirent fin au Premier empire.

Un ancien gendarme des Ts'in, Lieou Bang, sortit victorieux de cet imbroglio de massacres, se proclama empereur et fonda la dynastie des Premiers Han (206 av. J.C. - 8 ap. J.-C.). Les membres de la famille impériale reçurent des apanages héréditaires, devenus royaumes et marquisats. Le nouvel Empire conserva dans ses grandes lignes la structure politique et administrative de l'Empire déchu. Comme toujours, le travail paysan constituait la source d'existence des féodaux, de l'aristocratie terrienne et des marchands. Le labeur des cul-terreux entretenait aussi les lettrés-fonctionnaires et les troupes.

À la fin des Premiers Han, les paysans écrasés par l'intolérable exploitation des propriétaires, affamés, se nomadisent et se livrent au pillage pour subsister. En l'an 18, le soulèvement des Sourcils Rouges impulsa l'insurrection généralisée des paysans. Ils affrontèrent les troupes des partisans des Han, ainsi que celles levées par des aventuriers en mal de pouvoir.

Un gros propriétaire terrien, Lieou Sieou, se proclama empereur des Seconds Han (25 - 220 ap. J.-C.). La dynastie s'écroulera sous la poussée de la guerre des paysans provoquée par une nouvelle grave crise agraire.

◆◆◆◆◆

La guerre des paysans est conduite par deux sectes messianiques d'inspiration taoïste, le *Taipingtao*, Religion de la Grande Paix, et le *Wouteoumitao*, Religion des Cinq Boisseaux de Riz, qui ont contribué à la désagrégation de l'Empire.

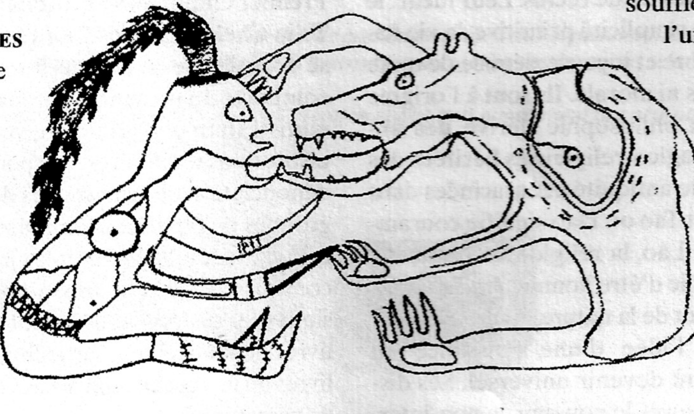
Dans les années 170, à la suite des inondations du fleuve Jaune, les paysans plongés dans l'extrême misère se rassemblent en bandes errantes, volent et pillent. A la même époque dans les six provinces aux confins du Shandong et du Henan, se développe le mouvement de la Religion de la Grande Paix, dont le maître, Tchang Kio, s'est consacré au culte de Houang Lao, synthèse du souverain mythique Houangti et de Laotseu divinisé. Son enseignement s'appuie sur les textes sacrés du *Taoteking,* le Canon de la Voie et de la Vertu, et le *Taipingking*, le Canon de la Grande Paix, texte révélé au maître taoïste Yu Ki, dans le début du IIe siècle.

Ce dernier ouvrage - dans le même esprit que le *Taoteking* – est basé sur les théories cosmogoniques du Yinyang et des Cinq Éléments, accompagnées de sévères critiques contre les inégalités sociales, le parasitisme des possédants, la discrimination envers les femmes.

Il est naturel que l'ensemble des richesses et produits de la nature appartiennent au Ciel, à la Terre et au monde et nourrissent l'homme… L'homme a le devoir de se vêtir, de se nourrir soi-même par sa propre force… L'homme riche qui écarte les pauvres qui en meurent de faim et de froid, agit contre le principe du Tao et en grand ennemi de l'homme. Son crime est sans absolution.

Ces pensées nouvelles nourrissent le rêve millénaire des paysans de l'instauration sous le ciel d'une communauté sans riches ni pauvres, sans nobles ni vilains. En une décennie, la secte compte quelque cent mille adeptes.

Ces communautés se rassemblent souvent plusieurs jours durant pour des cérémonies, des fêtes ou des jeûnes purificatoires. Au cours de ces assemblées, les adeptes se livrent à des transes collectives rythmées par la musique, à des scènes de liesse où des hommes et des femmes « mêlent leur souffle », réalisant ainsi l'union du Yin et du Yang, le renforcement des esprits vitaux. Les maladies étant considérées comme des conséquences des péchés, les malades devaient se confesser, être isolés dans des



● Dessin de prison. Norval Morisseau ●

chambres de méditations. Ils guérissaient en absorbant des charmes incinérés.

On distribue aux affiliés des amulettes guerrières aux équinoxes de printemps et d'automne. Partout, sur les portes des bâtiments administratifs dans les grandes villes à murailles, dans les provinces et les commanderies, apparurent tracés à la craie, comme appel à la subversion, les caractères *kiatseu*, commencement d'un cycle d'une ère nouvelle, l'an 184, annonçant la mort de l'ancien Ciel azur et l'avènement du Ciel jaune, du triomphe de la grande félicité.

Les cultes taoïstes étant considérés par le pouvoir comme « religion démoniaque » (*Koueitao*), opposée aux cultes orthodoxes officiels, les affiliés sont passibles de la peine de mort. L'écartèlement d'un chef religieux taipingtao et l'exécution de plus de mille adeptes à Luoyang, la capitale, précipitèrent l'insurrection au cours de la deuxième lune de l'an 184. En signe de ralliement, les insurgés portaient un turban jaune, couleur du Ciel jaune d'où leur appellation Turbans jaunes ou Rebelles-fourmis en raison de leur grand nombre. Ils se sont emparés de plusieurs villes, de centres de province du Shandong et du Henan malgré la résistance des troupes impériales de Luo yang. Les fonctionnaires s'enfuirent ou périrent. Les bâtiments administratifs brûlèrent. Tchang Kio et ses frères furent tués au début du combat, la répression impériale fit rage, des milliers et des milliers d'insurgés furent mis à mort. Cela n'a pas empêché les Turbans jaunes de relever la tête par centaines de milliers dans plusieurs provinces. Mais ils furent défaits.

A la même époque, se développe dans la vallée de la Han, le *Wouteoumitao* – Religion des Cinq boisseaux de riz, fondée par Tchang Taoling qui étudia le Tao dans les monts Kouming. Ceux qui le suivaient pour recevoir son enseignement devaient verser cinq boisseaux de riz. On les appela Rebelles-riz *mitsei.* Tchang Lou, le petit-fils de Tchang Taoling continua l'œuvre du grand-père.

Le pouvoir secoué par les Turbans jaunes, cherchait à rallier Tchang Lou. Mais celui-ci tua l'officier des forces impériales et s'attacha ses troupes. Devenu maître de la région, il y organisa une communauté théocratique dans le Seuchuan, et dans le Sud du Shenxi, sans fonctionnaires, sans prison et sans propriété individuelle.

Les *Chroniques des Trois Royaumes* rapportent :

Les novices sont appelés soldats-démons, *koueitsou*. Ceux qui sont initiés au Tao et qui ont la foi sont nommés Préposés aux libations *tsitseou*. Chacun dirigeait un groupe organisé. Tous enseignaient qu'il faut être de bonne foi, confiant, non trompeur. Les Préposés tenaient les « auberges d'équité » dans lesquelles ils disposaient le riz et suspendaient la viande dite d'équité. Les voyageurs pouvaient se restaurer selon leur faim. S'ils abusaient, les Esprits du Tao les frappaient aussitôt de maladie. Il n'y avait pas de prisons : ceux qui avaient commis une faute mineure s'employaient à la réfection de cent pas de route et par là la faute était absoute. Ceux qui avaient commis des fautes graves, s'ils récidivaient trois fois, étaient exécutés. Il n'y avaient plus de fonctionnaires : toute « l'administration » était l'affaire des Préposés aux libations. Le peuple (chinois) et les aborigènes étaient très satisfaits du régime.

Un autre ouvrage, le *Tienlo*, précise que les Préposés aux libations ne s'occupaient pas seulement des auberges d'équité et du bien-être matériel du peuple, mais aidaient aussi les adeptes à la connaissance du livre canonique de cinq mille mots, le *Laotseu* (*Taoteking*).

La communauté des Cinq boisseaux de riz a duré trente ans. Elle disparaîtra dans les guerres marquant la fin de la dynastie des Seconds Han en 220 et la formation des Trois Royaumes (220-280).

◆◆◆◆◆

Vers la fin du X[e] jusqu'au début du XII[e], les mots d'ordre de l'anarchie utopiste taoïste inspireront encore maints soulèvements de la plèbe paysanne.

En 1120, dans le Zhejiang, les réquisitions pour la construction du Palais impérial ont provoqué une brève insurrection, dirigée par une société secrète bouddhique dans la lignée de l'esprit subversif taoïste. Les insurgés, mal armés, strictement végétariens et qui rendaient un culte aux démons, massacrent riches, fonctionnaires et notables. Quand leur chef fut capturé après un an de combat, ils échappèrent à la répression par des suicides collectifs. Dix ans plus tard, en 1130 – dans la tradition taoïste des Cinq boisseaux de riz du IIe siècle –, se déclencha le soulèvement paysan, dans la région du lac Dongting, au Sud du Hounan. Les exactions des fonctionnaires, les pillages d'une armée mi-officielle mi-privée, avaient poussé à bout les paysans, dont la plupart étaient gagnés à la secte taoïste animée par Tchong Xiang. Le patriarche, magicien et chef de guerre, déclara « scélérates les lois des Song (dynastie régnante) » et proclama le fameux « niveler nobles et vilains ; égaliser riches et pauvres ». Les insurgés firent table rase des signes de l'ordre ancien, ils « incendièrent les bâtiments administratifs,

les citadelles et les marchés, les pagodes et les temples, les maisons des puissants brigands, ils massacrèrent les fonctionnaires, sans épargner les lettrés *jou*, moines, guérisseurs, devins… » c'est-à-dire tous ceux qui leur paraissent vivre sans travailler, sans peiner pour avoir leur riz. Tchong Xiang tomba au trente-cinquième jour de l'insurrection. Ses disciples continuèrent la lutte avec plus de 400 000 fidèles, qui ébranlèrent dix-neuf districts jusqu'en 1134 avant d'être tous massacrés.

À la même époque, les soulèvements de paysans déclenchés par les sociétés secrètes bouddhiques, Lotus blanc (*Bailian*), Nuage blanc (*Baiyun*), et d'autres mouvements contre l'impôt et les corvées, dans l'attente de l'arrivée d'un Bouddha-messie. Du XIVe au XVIIIe siècle, d'innombrables rébellions paysannes n'ont cessé d'ébranler le pouvoir et les classes possédantes. Les Turbans rouges (*Hongjin*) dans les années 1340, par leur alliance avec une autre formation d'insurgés sous la conduite d'un moine … ont contribué à l'avènement de ce dernier comme empereur fondateur de la dynastie des Ming en 1368. Signalons un événement remarquable en 1448-1449 : les insurgés paysans s'allient aux ouvriers des mines d'argent en révolte dans la région frontière du Zhejiang et du Fukien durant la grande rébellion menée par Dong Maotsi. La répression impériale a fait un million et demi de morts. Vers 1636, un ancien gardien de moutons, Li Zicheng s'appuyant sur les petits propriétaires ruinés et des lettrés pauvres parvint à occuper toute la Chine du Nord et se proclama empereur à Xian. Il finit par être tué par des paysans. Un ancien soldat, Zhang Xianzhong, à la tête de la plèbe, fait massacrer les riches propriétaires, les notables et les fonctionnaires impériaux, libère tous les esclaves pour dettes et s'octroie le titre de roi à Chengdu. Il tombe au combat en 1646, après s'être rendu maître de la vallée du Fleuve Bleu et du Seuchuan deux ans durant. Sous le dernier règne des Mandchous, les grandes insurrections des miséreux regroupés dans la société secrète du Lotus blanc éclatèrent dans les années 1780 et ne s'éteindront qu'en 1803.

◆◆◆◆◆

UNE GRANDE INSURRECTION explose aux environs de 1851, préparée par l'implantation de ces sociétés secrètes de tendance révolutionnaire. La tendance égalitariste et communautaire qui avait, – dans un contexte historique différent – inspiré le grand soulèvement des Turbans jaunes et des Cinq boisseaux de riz au IIe siècle reprend vie dans la rébellion des Taiping (Grande Paix), adeptes de l'Association des adorateurs de Dieu (Baishangtihui). Les Taiping se signalent par leur chevelure et l'abandon de la natte, imposée par le pouvoir mandchoue – on les appelle aussi « les bandits aux longs cheveux. « Ils procèdent à la confiscation et au partage des terres. Ils instituent un régime communautaire, où personne ne possède de bien en propre et où les besoins de chacun sont assurés par la collectivité. Le mouvement vise à l'égalité absolue des hommes et des femmes au travail et à la guerre. Il condamne la pratique du bandage des pieds des fillettes. Mais les réformes ne parvinrent pas à dépasser le stade de réalisation de détail, le mouvement dégénéra en régime de pure terreur et dura jusqu'en 1864.

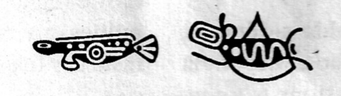
Vaincus, nombre d'entre eux s'exileront au Vietnam, où sous le nom de Pavillons noirs, ils participeront activement à la résistance contre l'invasion française.

◆◆◆◆◆

QU'EN EST-IL MAINTENANT des rêves de ceux qui voulaient s'élancer à l'assaut du ciel ? Ce passage de relais invisible d'espoirs et de défaites qui semblait relier tant de luttes sous le signe de la communauté idéale est-il définitivement interrompu avec la marchandisation de plus en plus effrénée des relations humaines ? Au moins peut-on se familiariser avec ces visions du passé pour enrichir l'imagination d'un autre avenir.

NGO VAN ■

BIBLIOGRAPHIE. – *Léon Wieger,* Les Pères du système taoïste. *Paris 1950. – Marcel Granet,* La féodalité chinoise. *Oslo 1952. – Henri Maspéro,* La Chine antique, *Paris, 1965. – Se-ma Ts'ien,* Mémoires historiques. *Trad. Édouard Chavannes, Paris 1967. – Jacques Gernet,* Le Monde chinois, *Paris 1972. – Étienne Balazs,* La Bureaucratie céleste, *Paris 1968.* – Tchong kouo nong min tchan tcheng che wen tsi *(en chinois), Shanghai 1955.*



GOUROUS ET RÉVOLTÉS
LE FALUNGONG EN CHINE

La situation générale de la Chine reste celle d'un pays stalinien obligé de se soumettre à la frénésie du marché et d'ajouter aux contradictions d'une dictature bureaucratique la tension de la concurrence marchande. Pour ce faire, la bureaucratie totalitaire devenue *aussi* une classe d'affairistes, avait bénéficié du déferlement sur les villes des centaines de millions de paysans excédentaires contraints de se vendre pour n'importe quel salaire. Dans un premier temps, l'ancienne classe ouvrière restait presque intacte[1]. Depuis, poussée par la croissante intégration de la Chine dans l'économie mondiale, la bureaucratie a dû trancher dans le lard et mettre sur le carreau des millions d'ouvriers des villes, réputés inattaquables il y a dix ans encore. Ce processus est loin d'être achevé tant la résistance des ouvriers eux-mêmes et des cadres de l'appareil est grande. Mais il est déjà fort avancé, avec toute sa suite de malheurs individuels et collectifs auxquels les ouvriers, après les paysans déracinés, se trouvent confrontés : précarité, mendicité, prostitution, crime, formes d'exploitation quasi esclavagistes, répression sévère. Certes, on n'a pas changé de monde et l'organisation sociale du capitalisme d'État qui précéda le « socialisme de marché » portait déjà en elle tous ces développements. Aujourd'hui, l'argent est tout et l'on est prêt à tout pour de l'argent. Autant dire que la situation est explosive. Les grèves sauvages et les gestes de révolte sont là pour en témoigner, comme, d'ailleurs, des mouvements ambigus et contradictoires – tel celui du Falungong – capables de canaliser le mécontentement vers des buts apparemment non-politiques mais exprimant, de fait, un rejet de la domination du parti unique sur la société [2].

CHARLES REEVE, HSI HSUAN-WOU ■
Janvier 2001

Charles Reeve, Hsi Hsuan-wou : Pourquoi t'affilier à cette secte ?

Bai He : Je reviendrai plus loin sur l'emploi du mot « secte ». J'ai toujours pratiqué le qigong [3]. J'ai eu la chance d'avoir un maître dès l'enfance et je n'ai jamais cessé de pratiquer depuis. Tant et si bien qu'à mon âge, je pouvais me considérer comme un maître à mon tour. Je n'avais toutefois jamais réuni plus d'une dizaine d'élèves autour de moi. C'est alors que les nouveaux adeptes ont commencé à affluer, me demandant de leur enseigner la « roue de la loi » [*falun*]. J'ai tout de suite précisé que j'appartenais à une autre école, celle de la Grue blanche. Mais cela ne les a pas découragés et j'ai bientôt eu cinquante puis cent élèves autour de moi dans le parc où je pratiquais chaque matin. J'en aurais même eu cinq cents si je n'y avais pas mis le holà.

Mais alors tu appartiens au Falungong ou non ?

Non, si l'on parle de la technique de gymnastique méditative que je pratique. Oui, s'il s'agit de savoir si je suis solidaire des dizaines de millions d'adeptes aujourd'hui persécutés en Chine. J'ai moi-même été arrêté, tabassé et menacé d'être envoyé en camp pour appartenance au Falungong, alors que je ne connais rien à la pratique de cette école et que je n'ai jamais rencontré un seul de ses membres. Des méthodes de qigong, il en existe des centaines en Chine, qui se valent, à peu de choses près. Ce qui compte, c'est la pratique quotidienne, comme pour la musique ou la calligraphie. Et, jusqu'à une date récente, le pouvoir n'y avait rien trouvé à redire. Cela fait tellement partie de la culture chinoise – c'est comme la pétanque en Provence ou la pelote au Pays Basque.

Pourquoi cette soudaine répression ?

A cause du succès que cette école a rencontré. Ce n'est pas de la pratique elle-même que le pouvoir a peur, ni du contenu des écrits diffusés par l'école. C'est du nombre de personnes – on parle aujourd'hui de cent millions – qui du jour au lendemain se sont revendiquées du Falungong.

L'irruption du marché – avec pour conséquences la course au profit, l'aggravation de la corruption, les grands déplacements de population, les licenciements massifs, la prostitution, la délinquance, le désastre écologique, etc. – a bouleversé les repères. Sous le socialisme d'État on nous avait promis le progrès, qu'on avait fini par réduire à un développement monstrueux de l'industrie, celui des complexes gigantesques qu'on ferme aujourd'hui. On nous parle aujourd'hui de modernisation, ce qui signifie une soumission totale aux lois du marché et au

règne de la marchandise. Et le résultat, c'est que les perdants se comptent par millions. Ce ne sont plus seulement les « prolétaires flottants » [4], ce sont maintenant les anciennes couches de prolétaires des industries d'État démantelées. L'insécurité entraîne l'atomisation. L'égoïsme et l'individualisme sont désormais les valeurs de la survie. On est passé de l'ère du Parti pour tous et de la fausse collectivité à celle du chacun pour soi.

En rappelant quelques valeurs simples empruntées au vieux fond taoïsto-bouddhique – la recherche de la santé physique et morale ouvrant sur le « bon chemin » –, Li Hongzhi, le fondateur de l'école du Falungong, a su trouver les mots qu'une population en plein désarroi avait envie d'entendre. Il y a dans le peuple chinois un profond sentiment d'injustice. Des millions de personnes se sont reconnues dans cette simple quête du bien alors que tout ce que la société avait à leur offrir était mauvais.

Tout cela est très pacifique. Cela ne représente en rien une menace pour l'État... Alors pourquoi toutes ces arrestations ?

C'est certes un mouvement qui ne critique pas le pouvoir, qui n'a aucune ambition politique et qui réclame seulement le droit de pratiquer une gymnastique parfaitement inoffensive. Mais pour l'obtenir, l'école a réussi à mobiliser des milliers de personnes lors d'une marche silencieuse autour du palais impérial, siège sacro-saint du pouvoir bureaucratique. Et, depuis lors, les gens continuent à manifester publiquement leur foi et se laissent arrêter sans résister. On constate par conséquent que le Falungong a réussi là où tous les mouvements dissidents, démocratiques ou autres, avaient échoué ; il a ouvert une brèche dans la peur. Une peur immense qui fait partie de la culture traditionnelle et qui s'était encore renforcée sous la dictature maoïste, grâce à de successives campagnes de terreur, de la répression des Cents fleurs au massacre de Tian'anmen en passant par la soi-disant révolution culturelle.

Un pouvoir aussi paranoïaque que le pouvoir du parti communiste ne peut pas ne pas voir dans pareille évolution une menace contre son autorité. Face à la tranquille audace du Falungong, les caciques du Parti doivent forcément être hantés par le souvenir des grands mouvements messianiques du passé, qui ont balayé plusieurs dynasties sur le déclin sans que rien ne puisse les arrêter.

Qui s'affilie au Falungong ?

L'école attire toutes les couches de la société, avec une participation assez importante des femmes et des vieux, couches réputées peu mobilisables. Les femmes sont particulièrement touchées par l'évolution actuelle. Tout d'abord, elles ont perdu la sécurité de la période maoïste (crèches, logements et systèmes de santé d'entreprise), qui leur donnait une relative indépendance. Ensuite, elles subissent de plein fouet les conséquences de la décomposition sociale : chômage, violence masculine, prostitution. Le Falungong attire même de hauts cadres du Parti. C'est toute la société qui est en crise, y compris ses élites. À une exception près, les plus pauvres, les « prolétaires flottants », qui sont absents. Cela s'explique d'ailleurs par le fait que la pratique requiert stabilité et tranquillité d'esprit...

À ce propos, il est curieux de constater que le pouvoir ne fait pas autant de foin à propos du développement des réseaux mafieux et du regain d'influence des anciennes organisations comme les Triades, lesquelles contrôlent une partie de plus en plus importante de l'économie parallèle, de la prostitution aux filières d'émigration. J'en sais quelque chose moi-même qui ai eu recours à des individus de ce milieu pour venir en Europe. Ce sont les Triades et non le Falungong qui font la police des bas-fonds et des miséreux. Et elles le font de façon barbare. Apparemment, le pouvoir s'en accommode.

Peut-on alors parler de secte ?

Je ne le pense pas. Le fondateur est un « gourou de papier » ! Li Hongzhi s'est exilé et retiré de l'école et il n'a pas été remplacé. Pour autant que je sache, l'école n'exerce aucun racket financier ni aucune sorte de pression morale sur ses membres. On ne leur demande que de pratiquer, dans les parcs, chez eux ou ailleurs. Il n'y a pas de hiérarchie entre les membres. Chacun s'affilie et s'en va librement. C'est une nébuleuse de groupes et de pratiques plutôt qu'une organisation structurée. Le mot secte lui a été collé sur le dos par le pouvoir pour justifier la répression. Il a créé son propre ennemi – tactique bien connue. Et il l'a évidemment créé à son image, avec une hiérarchie, des chefs... Cette appellation a ensuite été reprise par les journalistes, qui ont besoin de catégories connues pour désigner ce qu'ils ne comprennent pas.

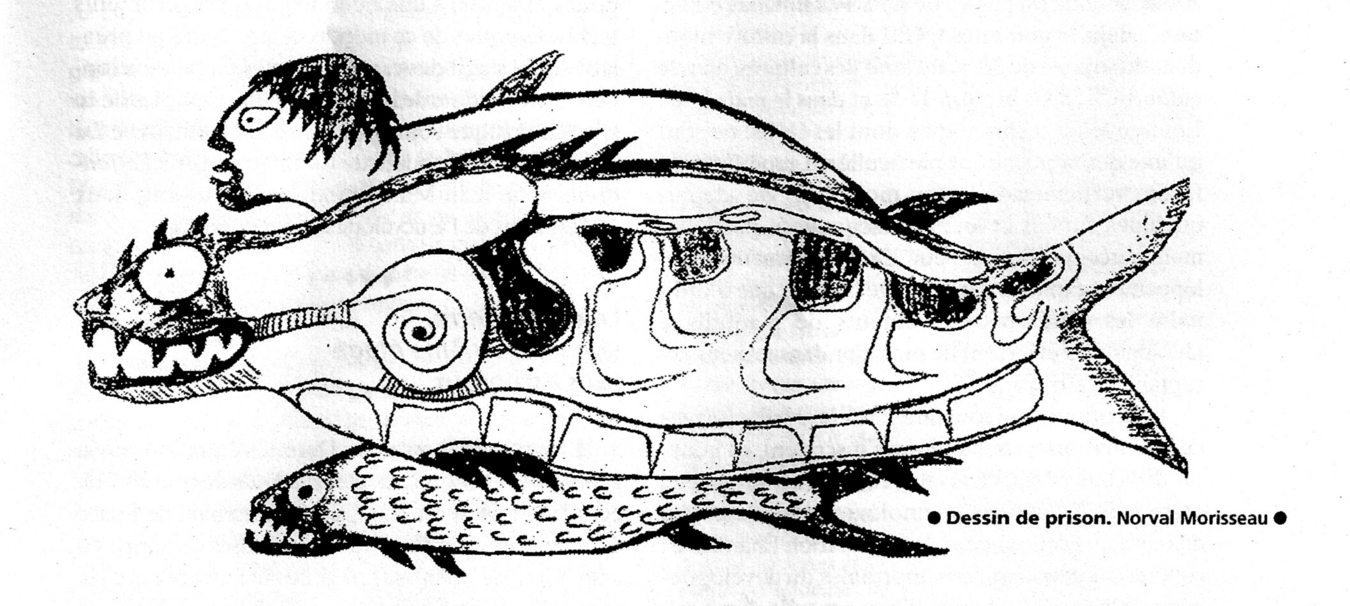
Le Falungong est-il une force conservatrice ou subversive ?

Pour le moment, c'est plutôt une force conservatrice : il ne critique pas le régime et prône le retour à des valeurs traditionnelles. Mais par ses effectifs, le courage de ses membres et le fait qu'en se plaçant délibérément en dehors de la politique, il met en quelque sorte le pouvoir hors jeu, il repré-

sente une force potentiellement subversive. Dans un pays où il ne se passe pas de mois sans que nous parvienne l'écho de grèves sauvages ou d'insurrections paysannes, on imagine facilement le rôle que pourrait jouer une organisation nombreuse, formée de gens déterminés et à qui le pouvoir ne fait plus peur, si ces troubles venaient à se généraliser. Vous comprenez peut-être mieux maintenant pourquoi un vieux révolté comme moi considère que sa place est à ses côtés. Mais je peux me tromper. Dans une situation de révolte sociale, rien ne dit que le Falungong ne deviendrait pas un interlocuteur privilégié du pouvoir, une force de pacification. Le pouvoir préférera toujours les gourous aux révoltés.■

NOTE. – Le Falungong apparaît en Chine en 1992. Le groupe, – dont le « maître », Li Hongzhi, est un ancien membre de la fédération nationale du Qi Gong –, est alors reconnu officiellement. Au départ, le groupe attire beaucoup de fonctionnaires d'État mais, peu à peu, il va toucher les couches populaires. En 1998, Li Hongzhi s'exile à New York. En 1999, le gouvernement chinois lance une campagne antireligieuse orientée contre le groupe, présenté comme une « secte malfaisante ». En avril 1999, le Falungong organise une manifestation de masse à Pékin devant la résidence des membres de la direction du parti. Plus de 10 000 personnes demandent la légalisation de l'organisation. Une pétition est adressée au chef du gouvernement. En juillet 1999, le Falungong est interdit. La propagande officielle fait une description diabolique du groupe et cherche à le criminaliser. Des dizaines de milliers d'adeptes sont arrêtés. Plus d'une centaine auraient été assassinés en prison à la suite de tortures. Malgré la répression, le Falungong réussit à organiser à plusieurs reprises des manifestations à Pékin. Le jour de la fête nationale, le 1er octobre 2000, des membres du Falungong manifestent sur la place Tian'anmen à Pékin. D'autres manifestations suivent. On avance le chiffre de 60 millions d'adeptes. Le 23 janvier 2001, premier jour de la nouvelle année, cinq adeptes présumés du Falungong se sont immolés par le feu place Tian'anmen, une femme en est morte. D'autres immolations par le feu vont suivre. La campagne officielle contre le groupe s'accentue.

1 – Voir, Hsi Hsuan-wou et Charles Reeve, Bureaucratie, bagnes et business, *L'Insomniaque, Paris, 1997.*
2 – Les propos de Bai He, personnage fictif, synthétisent ceux de plusieurs interlocuteurs que nous avons rencontrés dans la nouvelle immigration chinoise d'Europe.
3 – Qigong, gymnastique respiratoire traditionnelle, dont il a toujours existé en Chine une myriade d'écoles.
4 – Prolétaires venus des campagnes qui se déplacent vers les zones urbaines à la recherche de travail, mal payé et non qualifié. On estime leur nombre à plusieurs dizaines de millions.



● **Dessin de prison.** Norval Morisseau ●



● Les boxeurs d'Odin. Guy Girard ●

OGM, CLONAGE, TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION...

LE PRÉSENT NÉOTECHNOLOGIQUE SANS CRITIQUE

En quatre ans, de 1996 à 2000, la surface consacrée à la culture transgénique dans le monde est passée de 1.7 à 44.2 millions d'hectares ; déjà, le poids des OGM dans la culture mondiale du soja est de 36 % du total des cultures, dans le coton 16 %, dans le colza 11 % et dans le maïs 7 %[1]. Les nouvelles technologies, dont les OGM ne sont qu'une des applications particulières, modifient de façon vertigineuse notre mode de vie depuis quelques années et leurs conséquences, partiellement perceptibles, font peur. Elles donnent du développement capitaliste une image barbare que d'ordinaire les différents instruments de maquillage idéologique s'efforcent de modifier dans un sens acceptable et attrayant.

Les critiques qui sont faites aux nouvelles formes de domination technologique s'inscrivent, en général, dans une perspective citoyenne de la vie sociale ; on perçoit les dérives technologiques de la même manière que celles liées à la spéculation financière : comme des excroissances anormales du développement de la société qu'un meilleur contrôle démocratique pourrait contenir et réorienter dans un sens socialement acceptable pour tous (si l'État jouait enfin son rôle, etc.). Une critique plus radicale de l'essor des nouvelles technologies commence à émerger depuis quelques années dépassant le leurre d'un réformisme démocratique ; malheureusement, elle vise pour l'essentiel à une dénonciation des errements technologiques de ce monde sans préciser au préalable qu'il s'agit des causes induites par le développement *capitaliste* de la société. Deux exemples de ce type de critique sont apparus récemment, avec *La vie sur Terre* de Baudoin de Bodinat[2] et *Après l'effondrement* de Jean-Marc Mandosio[3], parus tous deux aux éditions de l'Encyclopédie des nuisances.

◆◆◆◆◆

La vie sur Terre, vue du troisième étage sans ascenseur

La vie sur Terre. – « Dans les équations de la rationalité économique et ses calculs de rentabilité, écrit Baudoin de Bodinat, le genre humain ne figure qu'en matière première, qu'en carcasses de temps vivant, force de travail sur pied, bétail mâchonnant les granulés qu'on lui prépare. » (t. 2, p. 98). Dans le monde de la *Vie sur Terre*, c'est le *genre humain tout entier* qui est soumis à la folie de la rationalité économique. Quand il interroge « les habitants » (les gens indifférenciés socialement), Bodinat s'entend ré-

pondre que : « “Tout le monde est content, aujourd'hui”, et de fait si on les interroge, les habitants confirment ne pas voir où est le problème : que cette vie leur convient telle qu'elle est à rentrer chez soi en voiture, avec les appareils électriques pour la distraction et l'armoire frigorifique de l'alimentation sans peine, et autour d'eux la machinerie sociale rassurante où se niche leur poste de travail anonyme, et qui fournit tout : l'organisation collective avec ses contraintes n'est pas pour l'individu un habit étriqué à enfiler tous les matins, une coercition à quoi on l'ajusterait par force extérieure, un despotisme qu'il subirait impatiemment : c'est ce qu'il a intériorisé dès le début, qu'il a identifié au monde physique lui-même. » (t. 2, p. 28). Mais ces gens dont parle Bodinat, on apprend par la suite qu'ils constituent la catégorie de la population la plus sensible aux ultimes gadgets technologiques de consommation (trottinette pour cadre, téléphone portable, internet, automobile-gadget, WAP, etc.), que l'on situe généralement dans la catégorie des classes moyennes aisées, de sorte qu'il est surtout question, dans le livre de Baudoin de Bodinat, de la vie sur Terre des gens de *cette catégorie sociale là*.

Mais les autres, ceux qui n'ont pas la vie facile, que les campagnes publicitaires et médiatiques des derniers spectacles d'objets fétiches n'atteignent pas, *il ne les voit pas*. Ceux qui trouvent le monde tellement enrichissant que, traités comme des chiens dans leur entreprise quand, s'agissant de réduire les coûts de fonctionnement, on les licencie contre trois sous après vingt années de salariat obligatoire, ils préfèrent menacer de faire exploser leur entreprise pour ne pas se faire couper soudainement la tête après avoir tant contribué à augmenté les chiffres truqués de la croissance ; *il ne les voit pas*. Ceux que la nouvelle organisation autoritaire du travail contraint, par l'annualisation du temps de travail et aussi en conséquence du temps de non-travail, à soumettre le déroulement de leur vie quotidienne aux nécessités arbitraires de la production, ceux qui disent avec colère que les 35 heures c'est la plus grande escroquerie sociale du siècle, *il ne les voit pas*. Ceux que l'on trouve rigides alors qu'ils subissent un licenciement brutal et un harcèlement physique et moral intolérables, il ne les voit pas, ou seulement dans le paysage citoyen comme passagers déstructurés assis dans les rames du métro.

Seules les catégories sociales qui gobent toutes les formes de spectacle fabriqués à leur intention délectent Baudoin de Bodinat *et l'exaspèrent*. D'elles, il dit avec justesse : « C'est sans surprise que l'individu s'accorde avec cette organisation qui l'a produit selon les besoins qu'elle en a et qui lui a fourni une définition du bonheur en résultat de la satisfaction de ces besoins » (t. 2, p. 28), mais c'est aussitôt pour les identifier abusivement comme *représentatives de l'ensemble des catégories sociales*. Car c'est d'elles dont il parle, mais aussi à la frange radicalisée de cette catégorie qu'il s'adresse. Et celles-ci lui sont reconnaissantes de ne jamais l'entendre parler de capitalisme et de classes sociales, mais d'« individus », d'« économie », de « rationalisme », de « péril du genre humain », d'« Homme s'autodétruisant », ou de : « Maintenant qu'il règne universellement, le rationalisme… », et de toutes ces choses là. En parlant de leur monde, en utilisant les mots du langage de leur aliénation, et en exprimant les idées qui vont avec.

Baudoin de Bodinat parle de manière récurrente du *monde d'avant*, mais rarement en le situant historiquement ; quand il s'y risque c'est pour le situer autour de la seconde guerre mondiale : « Léon-Paul Fargue, peu avant que l'économie n'ait achevé l'extermination de cet autrefois du monde humanisé, l'autrefois des jours pleins de lendemains, avait pressenti ce renversement ; tout juste la science rationaliste venait-elle d'essayer sur Hiroshima ses nouvelles équations. » (t. 1, p. 13) ; ou « La bonne vieille Terre, avant Hiroshima ou Tchernobyl » (t. 1, p. 56). C'est à partir de cette époque que l'« économie » aurait commencé à étendre ses ravages rationalistes, comme si le bon vieux capitalisme de la III[e] république en France (vous savez, celle qui est née de la *destruction* de la Commune de Paris et des *déportations* en Nouvelle-Calédonie) n'était pas *déjà* l'horreur en voie de constitution.

Finalement, on en vient à penser que pour l'auteur, dans le *monde d'avant*, les effets de la « science rationaliste » et de l'« économie » sur le « genre humain » – par exemple des apports technologiques comme le *travail à la chaîne* – étaient encore acceptables parce qu'ils ne concernaient que les catégories sociales que ne voit pas l'auteur ; alors que depuis la fin du *monde d'avant*, c'est désormais l'*ensemble* des « habitants » qui commencent à en souffrir et à en constater les effets (et non plus seulement les gens qui travaillent au sous-sol et dorment à la cave), et « l'humanité » toute entière qui est devenue « le marché captif de l'économie ». Et c'est pour cette raison qu'il faudrait tenter, comme il s'y essaye, de comprendre *comment tout cela a commencé*, comment la vie facile a pris fin, et comment la vie sur Terre est devenue insupportable et la domination technologique soudainement inadmissible.

Dans ce paysage de la désolation, Baudoin de Bodinat ne voit que des gens aliénés *qui jamais ne résistent*. Il ne voit pas non plus qui pourrait se révolter : soit les gens « tendent à s'éliminer d'eux-

mêmes, soit qu'ils n'arrivent pas à suivre et tombent malades ou sombrent dans la dépression, soit qu'ils ne se reproduisent pas ou deviennent fous, ou végètent en prison, ou se suicident. » (t. 1, p. 34). Dans le monde de la rationalité économique devenue folle, il n'y a plus de classes sociales, il n'y a plus de crises sociales, et lorsqu'on pose la question : « Qui jouit, qui profite de cet univers d'infortune ? », pour Baudoin de Bodinat : « La réponse est courte : à personne. L'épouvantail tyrannie ne profite à personne. » (t. 2, p. 107). Et pour lui, *tous le subissent*.

Baudoin de Bodinat critique la désolation présentée comme *commune à tous*. Il voit les consommateurs, les « foules vautrées nues », les « clones rasés à piercings ». Il s'étonne qu'il « devient de moins en moins fréquent de croiser *quelqu'un*, qui soit quelqu'un, un regard avec quelqu'un dedans ». Mais dans ce paysage factice de la vie citoyenne, quand il côtoie ceux qui, avant de consommer, sont contraints de produire dans des lieux infects avec des horaires qui ont à voir avec la folie de l'« économie », le monde de l'exploitation par le travail salarié ce n'est qu'au détour du métro qu'il le croise, sur le visage las des voyageurs ; ou lorsqu'il s'aventure en dehors des quartiers centraux : « Voilà ce que j'ai vu d'autre : à la frange des villes il y a toujours de ces quartiers aigres et maladifs où il semble que la vie pousse en désordre, inutile, dénudée et bizarre comme dans ces terrains vagues tout mélangés d'ordures. » (t. 1, p. 91). *Mais cela ne l'intéresse pas*. Pour lui, le spectacle c'est toujours celui des autres. Il ne parle pas de ce qu'il vit concrètement, mais de ce que les autres – certains des autres – vivent, qu'il observe comme un scientifique dont l'objet d'étude serait la vie humaine en général et sa curieuse organisation sociale. Mais le monde qu'il dissèque depuis sa fenêtre, du troisième étage sans ascenseur, c'est le paysage vécu de la citoyenneté, celui des marchandises à consommer, du spectacle à intégrer, c'est-à-dire le monde tel qu'il apparaît, même dans la fausse conscience radicalisée. Jamais les coulisses bruyantes du monde ne l'interpellent ; et chez lui, « la vie de tous les jours », c'est ce qui reste de la vie vécue quand on a soustrait le temps passé au travail salarié obligatoire.

Pour lui, « le règne universel de l'économie est semblable *à une sphère infiniment close sur elle-même : la périphérie en est partout et le centre nulle part*, “il n'existe aucun dehors d'où la considérer, etc.” ; et c'est ce qui rend la raison impuissante à reconstituer ce labyrinthe logique qui englobe le monde extérieur aussi bien que celui subjectif des créatures qui vivent et se reproduisent là. » (t. 2, p. 33). Pourtant, à condition de situer concrètement ce monde de la désolation dans le développement quotidien du capitalisme (mot vulgaire que n'emploie *jamais* Baudoin de Bodinat), dès lors qu'on s'arrête *aussi* à la vie du monde salarié (pas seulement du monde citoyen), au monde de la production (pas seulement de la consommation), aux conditions sociales de production de ce monde (pas seulement ce qu'en rapporte, travesti, le spectacle) ; à condition, en fait, de situer le monde de l'apparence dans l'ensemble du développement général, et de considérer le spectacle qui l'accompagne comme son ombre enveloppante, tout change et prend un éclairage nouveau, et on constate, au contraire, que *le centre de l'exploitation est visible partout et sa périphérie nulle part*.

On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que la *Vie sur Terre* (« Réflexions sur le peu d'avenir que contient le temps où nous sommes ») suscite des chroniques élogieuses des médias, au contraire. Un journaliste des *Inrockuptibles* voit dans ce livre : « Un inventaire de la barbarie de cette société industrielle totalitaire dans laquelle nous vivons. Et je n'ai pas peur des mots. ». Il note que pour Baudoin de Bodinat : « Il faut vivre, et vivre ici est un problème qui conduit à la longue au crime ou au suicide. » (mais pas à la révolte ni à la critique sociale). Ragaillardi d'avoir lu un livre qui explique dans des mots autres ce qu'il pense, il renchérit sur l'auteur en expliquant que : « La *Vie sur Terre* ne dira rien à ceux qui considèrent qu'il est plus sérieux d'aller voter que de gravir volontairement les marches d'un escalier mécanique. Qu'importe, il est trop tard de leur expliquer cette chose précieuse [sic]. C'est donc aux autres que ce livre s'adresse. Ils sont peu nombreux, je le sais, je l'éprouve tous les jours en ces temps de résistance viscérale, et nul doute qu'à ceux-là, comme à moi, la *Vie sur Terre* donnera un peu de ce courage nécessaire à qui se sent si seul. » (*Les Inrockuptibles*, 19-25 février 1997). Pour *le Nouvel Observateur* : « Cette finesse de pénétration, à quoi s'ajoute une grâce de l'écriture bien rare, fait de l'auteur beaucoup mieux et plus qu'un sociologue, qu'un psychiatre ou qu'un observateur des mœurs. Baudoin de Bodinat est un moraliste de notre temps. » (*Le Nouvel Observateur*, novembre 1996). Les aspects de la vie sur Terre que n'a pas vus Baudoin de Bodinat les rassurent, ce sont aussi des aspects qu'ils ne relèvent pas dans leur chronique idéologique régulière de la vie présente.

◆◆◆◆◆

L'État et la Technologie contre les Individus

Après l'effondrement. – Pour sa part, Jean-Marc Mandosio situe rarement les technologies dans

les sociétés qui les produisent ; quand il le fait c'est pour parler de « systèmes techniques » qui laissent, selon les « sociétés », plus ou moins d'autonomie aux « individus » – des individus qui ne sont pas situés dans des groupes sociaux différenciés (pour lui, le « public-cible » des néotechnologies, c'est *tout le monde*). Lorsqu'il parle, une ou deux fois, d'« ensemble de relations économiques, sociales », c'est sans préciser que les rapports sociaux capitalistes les imprègnent toutes et leur donnent leur forme aliénée. Le développement des néotechnologies est avant tout, pour Mandosio, affaire de programmation et de volonté politique : ce sont les techniciens qui *décident* de la direction qu'*ils veulent suivre*, et qui *planifient* l'essor des techniques – comme si les techniciens (pas plus que les scientifiques) avaient un réel pouvoir de décision autonome sur le développement capitaliste de l'essor des techniques et des applications scientifiques. Pour Mandosio, le possible de la technologie se développe *indépendamment* du possible de l'économie ; les rêves *frankensteiniens* des technologues de s'affranchir des rapports de production capitalistes (la technologie se développant pour elle-même) sont à prendre *à la lettre*, de même que leurs illusions sur leur fonction sociale. De la même façon qu'il ne situe pas les néotechnologies dans le développement capitaliste de la société, il s'intéresse aux rapports de l'État aux néotechnologies sans tenir compte du rôle de l'État dans l'économie capitaliste. Sa critique des techniciens ressemble, ainsi, à une critique des scientifiques qui ne poserait pas la question du rôle de la science dans la société capitaliste, ou qui critiquerait la sphère idéologique sans poser la question de la fonction sociale du spectacle.

L'impasse à laquelle mène ce genre de réflexion est manifeste quand il aborde les applications concrètes des néotechnologies dans le domaine particulier de l'industrie du livre : il critique les néotechnologies dans cette industrie sans aborder une seule fois la fonction sociale des intellectuels et le rôle idéologique de « l'industrie du façonnement des esprits » (H.M. Ensensberger) ; comme si un livre édité par Gallimard avec des méthodes antérieures aux néotechnologies (avec un vrai comité de lecture professionnel, etc.) était un moyen neutre d'expression et de diffusion. Il déplore ainsi qu'aujourd'hui n'importe qui peut écrire en « hypertexte », s'affranchir des « règles typographiques », ignorer les « correcteurs », les « règles de mise en forme », se passer de l'expérience des « éditeurs », contourner les « diffuseurs » et mettre librement ses textes sur Internet, accessibles à tous, etc. « En supprimant l'éditeur, écrit-il, on supprime toutes ces « compétences techniques » sans lesquelles un livre n'est pas véritablement *un livre*, mais un assemblage de signes mis les uns à la suite des autres sur des pages » (p. 157). Françoise Giroud disait à peu près la même chose en écrivant dans le *Nouvel observateur*, en décembre 1999 : « L'Internet est un danger public puisqu'ouvert à *n'importe qui* pour dire *n'importe quoi*. » (je souligne). Le reste du livre est à l'avenant…



Pour conclure

La question des néotechnologies est à reprendre de façon urgente aujourd'hui, mais comme toutes les autres questions sociales car aucune n'est séparée des autres. Les technologies ne se développent que dans la mesure où elles contribuent, d'une façon ou d'une autre, à la production capitaliste. C'est en situant leur essor dans le développement capitaliste de la société qu'il est possible de les aborder concrètement, mais également en tenant compte des *limites capitalistes* posées à leur développement. Sans quoi, on reste comme Mandosio dans le terrain de la fausse conscience scientifique et technologique ou comme Bodinat dans le présent perpétuel et irrévocable de la domination sans visage et sans limite ; en regrettant le temps de la bonne vieille Terre, comme s'il y avait un avant de la barbarie récente auquel il faudrait revenir si on veut éviter que tout soit détruit par la folie du temps. Et ceci nous intéresse peu pour comprendre et agir dans une société divisée en classes sociales antagonistes.

Barthélémy Schwartz ■

1 – La Tribune, *10 avril 2001.*
2 – Baudoin de Bodinat, La vie sur Terre, réflexion sur le peu d'avenir que contient le temps où nous sommes, *Editions de l'Encyclopédie des nuisances, volume 1 (1996), volume 2 (1999).*
3 – Jean-Marc Mandosio, Après l'effondrement, *Editions de l'Encyclopédie des nuisances, 2000, fait suite à* L'effondrement de la Très Grande Bibliothèque nationale de France : ses causes, ses conséquences, *même éditeur, 1999.*




INVECTIVOPHARISMES

Dans le journal d'Uncas (dit le dernier des Mohicans)
Je ne suis pas né de la dernière pluie, ni du premier soleil.

Les chrétiens sont dialecticiens (1)
La mort, la décomposition des corps, le pourrissement de la chair, ce festin en puissance que nous sommes pour les vers futurs, ils appellent cela la Vie Éternelle.

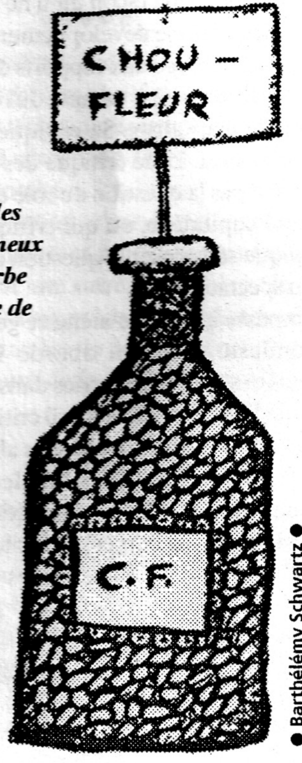
Les chrétiens sont dialecticiens (2)
Sous l'ombre trois fois fétide de YAHVE-le-Grand-Abstrait, le « négatif », en ces contrées, se scande dans une ode triomphale à la putréfaction.

Proverbe siamois
On ne parle pas à son chat comme s'il s'agissait d'un chien.

Raymond la science a dit :
« À bas les voleurs d'échange ! Vive les voleurs d'usage ! »

La pépée de Damoclès
On ne peut, perpétuellement, vivre avec la crainte que cette antique aguicheuse fait planer sur nos têtes.

Début d'un dithyrambe à la gloire de quelques illustres penseurs contemporains.
Au royaume de la pensée rampante les reptiles sont rois.



● Barthélémy Schwartz ●

Essais de philosophie concrète (1)
Le bon sens, écrivait quelque part le vieil Hegel, n'est pas toujours le sens bon. C'est en méditant cette pensée remplie de sagesse que, fixant les visages hagards et les mines déconfites des usagers matinaux de ces fameux transports que l'on prétend publics, j'ai pu constater combien le proverbe voulant que : « Le monde appartient à ceux qui se lèvent tôt », manque de fondements empiriques sérieux.

Essais de philosophie concrète (2)
Le monde appartient à ceux qui se lèvent tard et, plus encore, à ceux qui n'ont pas besoin de se lever.

L'art de la correction
J'aime les pamphlets lorsqu'ils résonnent comme une gifle.

Définition du machiste (1)
Celui qui se prend pour le mâle absolu.

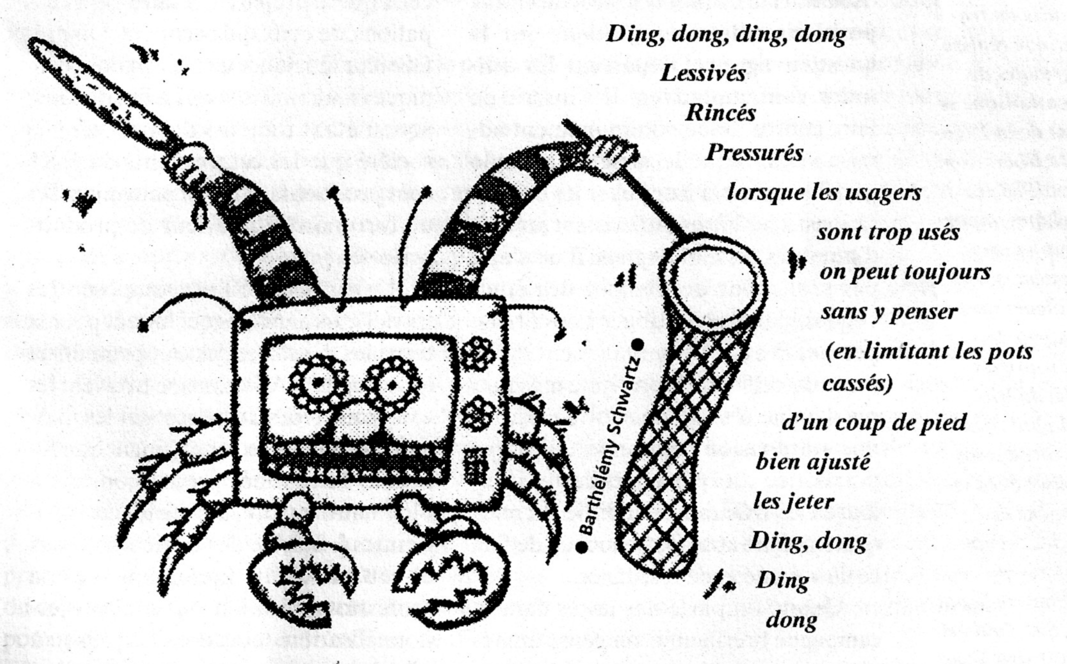
Définition du machiste (2)
Untel qui, à l'aune de son sexe, fixait les limites de tout horizon.

Le point de vue des sciences naturelles (Des mouches et de leurs mœurs) (1)

Pour la tranquillité des mouches à merde y siégeant, des guêpes armées jusqu'aux dards montaient la garde devant le Palais-Bourdon.

Le point de vue des sciences naturelles (Des mouches et de leurs mœurs) (2)
Illustration parfaite du libre arbitre des mouches : lorsque ces célèbres bateaux parisiens, au moment des grèves de 1995, prétextant d'apporter leur aide aux « usagers », ont immédiatement quitté leur état larvaire pour se métamorphoser en mouches briseuses de grèves. Ils justifient ainsi leur nouvelle appellation de bateaux mouchards.

Les riches heures de la petite boutique (De la langue de bois et de la langue de caoutchouc) (1)
Voire l'avantage manifeste qu'offre la notion « d'usagers » sur celle, désormais trop archaïque, de prolétaires...



Ding, dong, ding, dong
Lessivés
Rincés
Pressurés
lorsque les usagers
sont trop usés
on peut toujours
sans y penser
(en limitant les pots
cassés)
d'un coup de pied
bien ajusté
les jeter
Ding, dong
Ding
dong

Sur la stèle funéraire de Stavroguine
Hélas ! on dénie trop souvent ; on ne nie jamais assez.

Parole d'Évangile
De la beauté incommensurable du Diable, pas même la laideur de Dieu ne peut en rendre compte.

Nosferatu revendique
Laissons son obscurité à la nuit !

La « nature » aussi est démocrate
C'est ainsi que le soleil brille pour tous, certes, mais pas de la même façon. Tandis que sur le plus grand nombre, il cogne et tape, infime est la portion de ceux sur lesquels il darde ses rayons.

L'impossible question
Qui n'a vu que le temps est la corde tendue de cet arc où le désir prend son élan ?

Alfredo Fernandes ■

LES LUTTES PAYSANNES ET LE MOUVEMENT DES SANS-TERRE AU BRÉSIL

PARCOURS D'UN COLLECTIF AUTONOME(*)

● *LE MOUVEMENT des Sans-terre (MST) est né à la fin des années 70, à la suite du travail politique réalisé par des groupes de l'Église catholique se réclamant de la Théologie de la libération. En 1979 et 1980, les quelques luttes importantes dans les campagnes restent isolées : des travailleurs sans terre occupent de grandes propriétés dans l'État du Rio Grande do Sul ; des centaines de paysans sont expulsés de la réserve indigène de Nonoai ; des occupations de terres ont lieu dans les États de Santa Catarina, Sao Paulo et du Mato Grosso. Tous ces mouvements jouèrent un rôle dans le processus de création du MST. En juillet 1982, a lieu la première rencontre de travailleurs ruraux sans terre du Sud, Sud-est et Centre-ouest du Brésil. En septembre de la même année, des représentants de seize États participent à une rencontre nationale. En 1983, les occupations se multiplient et les organisations de base se renforcent. La première rencontre nationale du Mouvement des Sans-terre a finalement lieu en 1984, date de sa naissance officielle. Lors du premier Congrès national, en 1985,*

Le but de cette réflexion est d'inciter les mouvements sociaux urbains à structurer une position critique et pratique sur la question agraire, dépassant les attitudes contemplatives. Il s'inscrit en faux contre l'idée communément admise selon laquelle la seule attitude possible consiste à appuyer les organisations et les luttes qui existent aujourd'hui dans les campagnes. Il ne s'agit pas seulement de dissiper des équivoques, mais de contribuer à ouvrir une perspective fondamentalement différente de celle du réformisme mesquin qui domine. Il s'agit de mettre en avant une autre vision du monde, une autre praxis, née d'expériences certes douloureuses, frustrantes et difficiles, mais qui témoigne aussi de beaucoup de force de volonté et de résistance.

Quand on parle des luttes dans la campagne brésilienne, on pense immédiatement au Mouvement des Sans-terre (MST). En général, on caractérise le MST comme la force de gauche la plus radicale, voire la seule, dans les campagnes. Évidemment, usant de son image politique et idéologique, le MST est le premier à renforcer cette « fausse conscience ». [...]

◆◆◆◆◆

POUR LE MST, le *nordestino* [travailleur du Nordeste] a tendance à suivre les leaders messianiques qui promettent « le ciel sur terre », d'où la nécessité, selon le MST, de s'assumer comme un nouveau guide, une direction indiquant le chemin lumineux à suivre. [...] C'est ainsi qu'on peut comprendre pourquoi la structure excessivement centralisée et la figure mystique de la direction [du MST] ne sont pratiquement pas contestées dans ses rangs. [...] Le fait est que le MST fait peu de travail pour élever la compréhension politique (y compris de ses propres positions), des « masses », de ceux qui se préparent à faire des occupations, de ceux qui occupent. On préfère leur inculquer une formation technique et administrative. Le but de toute action étant toujours de montrer à la société que les campements du MST sont productifs et qu'ils peuvent créer un fort marché intérieur de produits agricoles. [...]

La base du MST est composée des travailleurs agricoles qui luttent pour la terre, les membres des campements et les occupants. Au-dessus se trouvent les « organisateurs de masse » et les militants des divers secteurs (finances, éducation, formation, production, etc.). Plus haut encore, les instances dirigeantes [...] Une des caractéristiques de cette structure hiérarchique est la professionnalisation ou semi-professionnalisation des cadres. [...] Jusqu'à très récemment, cette professionnalisation était en partie assurée matériellement par les occupations : 15 % de la production et autres ressources devaient revenir à l'appareil du MST. [...] Ce moyen de financement des cadres n'est plus prioritaire : le MST obtenant aujourd'hui des financements importants via les ONG, essentiellement européennes. [...]

L'exemple d'une occupation de terres en 1997

*[Le 24 avril 1997, les membres du Collectif s'engagent dans une nouvelle occupation. Environ quarante familles de Acarape occupent une ferme, action menée par le Mouvement de la ligue paysanne (MLC) et le STR (Syndicat des travailleurs ruraux). Après une longue lutte, la ferme est expropriée par l'État et transformée en occupation (*assentamento[1]*) intégrée dans le program-*

l'Église catholique perd la direction du mouvement au profit d'une alliance des courants maoïstes avec la social-démocratie. Une structure hiérarchique et centralisée remplace l'ancienne organisation assembléiste.
Le « Collectif autonome » dont il sera question dans le texte cidessous est composé d'individus ayant partagé une expérience de quatorze années de lutte commune. À l'origine, la plupart de ses membres étaient des paysans de la région du Sertao Central, politiquement actifs dans le Parti des travailleurs (PT) et dans la Commission pastorale de la terre (CPT, proche de l'Église). Leurs premiers combats furent menés sur les problèmes liés à la sécheresse. Dans les années 1986 et 1987, ils participèrent au pillage des magasins du Gouvernement Fédéral. À l'époque, ils ne se connaissaient pas entre eux, et participaient à des luttes isolées les unes des autres. Ce n'est qu'en 1988 que ces militants se regroupèrent. Tout en ayant des contacts avec le MST, la plupart étaient alors militants d'un groupe d'origine marxiste-léniniste, le Parti de la libération prolétarienne (PLP, qui exista de 1989 à 1994).
Aujourd'hui, le culte du MST est en passe de remplacer la fascination pour le sous-commandant Marcos

me national de la réforme agraire, avec l'assistance de l'Institut de la réforme agraire. Comme d'autres occupations dans l'État du Ceara, celle-ci se plaçait au départ en dehors du contrôle hégémonique du MST.]

Acarape est une ville située à 49 Km de Fortaleza, dans la vallée du Acarape, au pied du massif de Baturité. La ville est connue comme la ville de la *cachaça* [alcool de canne à sucre]. Les plantations, qui ravitaillent en canne à sucre les usines de fabrication de l'alcool situées dans la ville, sont une des bases de l'économie locale. Ce secteur traverse aujourd'hui une forte crise. Il y a quelques années, l'entreprise sud-coréenne Yamacon a ouvert sur place des usines de chaussures, profitant de l'existence d'une main d'œuvre très bon marché et misérable, sans aucune expérience de lutte syndicale. Aux ouvriers et salariés agricoles saisonniers s'ajoute la masse des paysans ruinés et des travailleurs sans-terre. [...] Comme la grande majorité des paysans brésiliens, le paysan d'Acarape n'est plus un paysan au sens classique du mot.

I – C'est le marché, le grand capital, qui détermine quoi, quand et pour qui produire, allant jusqu'à fournir les semences nécessaires aux cultures. Même le petit propriétaire qui possède légalement la terre et les outils de travail est forcé de se plier aux monopoles. Le travailleur rural de Acarape – lorsqu'il réussit à produire au prix d'efforts énormes et de la façon la plus archaïque possible (agriculture de subsistance) – finit par vendre sa production dans le but d'obtenir de l'argent pour acheter le riz, les haricots, le maïs, etc., denrées produites industriellement dans les grandes unités du marché global.

II – Ce paysan est un prolétaire, toujours à la recherche d'emploi, dans les campagnes ou en ville, à la merci de la loi de l'offre et la demande. Il est commun de voir, dans les périodes intermédiaires entre les moissons, beaucoup de travailleurs de Acarape travaillant dans le bâtiment de la zone urbaine de Fortaleza. Il est frappant de constater que ces paysans ont assimilé beaucoup des aspects d'une culture urbaine de masse, telles les habitudes de consommation, bien sûr toujours limitées par leurs conditions misérables d'existence.

III – Les valeurs traditionnelles de la paysannerie sont détruites et sa dignité spoliée par le capital. Y compris dans les lieux les plus reculés, les médias imposent la dictature des images déformantes. La jeunesse est la principale victime de cette violence. Spectatrice des merveilles du marché global tout en croupissant dans la misère absolue, elle finit par trouver refuge dans la drogue et la prostitution. Elle est forcée de se soumettre à des relations de travail semi-esclavagistes, vendant sa force de travail pour quelques sous ou en échange de nourriture.

● **Tisse-pousse carnivore.** Barthélémy Schwartz ●

et l'EZLN. Les chefs du MST, marxistes-léninistes et social-démocrates dans leur presque totalité, ont tenu le devant de la scène lors de la réunion anti-mondialisation de Porto Alegre ; leurs thèses sont souvent reprises par ATTAC, Le Monde diplomatique, et autres publications de la vieille gauche ravalée. Le texte qu'on va lire est l'expression d'une voix à contre courant, venue du Nordeste brésilien, d'une minorité radicale à l'intérieur et à l'extérieur du MST qui s'est radicalisée jusqu'à critiquer ses conceptions avant-gardistes. Il révèle la politique autoritaire, les projets capitalistes et étatiques des dirigeants du MST, et met en évidence le caractère hyper-bureaucratique et élitiste de l'organisation, son patriotisme économique acharné, son machisme, son idéologie productiviste et ses conséquences fâcheuses pour l'environnement. Comme le disent les rédacteurs : « Le MST, c'est du spectacle : reproduction du travail salarié, production de marchandises, hiérarchies et séparations ». Le texte souligne également le caractère capitaliste de la réforme agraire menée par l'État brésilien, qui contrôle, via des techniciens et des financements, l'activité dans les terres occupées. Cette politique d'État

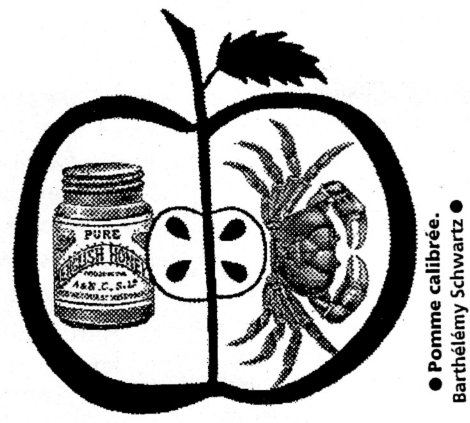
L'alcoolisme est un trait commun à la région d'Acarape et aux autres régions du Nordeste brésilien et du Chiapas avant l'apparition de l'EZLN. [...] Jeunes, hommes et femmes, qui travaillent dans les usines de *cachaça*, ou qui vivent à proximité, sont fortement incités à boire. Dans les usines, par exemple, les travailleurs ont droit à une quantité gratuite de boisson. [...]



L'ASSENTAMENTO Boqueirao regroupe vingt familles occupantes et douze familles « agrégées ». Ces dernières sont parrainées par les familles occupantes dont elles sont totalement dépendantes. Les familles agrégées vivent dans les terrains attribués par l'Institut de la réforme agraire à leurs « parrains » occupants, elles ont moins de droits et plus de devoirs que ceux-ci. Pour en avoir une idée, il suffit de préciser que les familles agrégées n'ont pas le droit au vote dans les assemblées et ne bénéficient pas directement des crédits des projets d'État. En pratique, elles se transforment en serfs des familles occupantes, leurs parrains, qui sont elles reconnues officiellement. [...]

Comme dans les autres terres occupées, à Boqueirao la production est soumise aux lois du marché et à la logique productiviste du capitalisme. Dans le Sertao, cette soumission s'accompagne de la préservation d'un archaïsme : la monoculture de légumes traditionnels (haricots, maïs, fèves), laquelle implique le recours aux *queimadas* (brûlis). Le résultat est la dégradation de la nature et, à terme [...] l'épuisement des ressources naturelles, la destruction de la fertilité de la terre. [...]

Lors de l'expropriation, l'État paye au propriétaire un prix surévalué, basé sur les plus-values qui avaient souvent été financées par le même État. Il annule aussi toutes les dettes du propriétaire. L'ancien propriétaire reçoit des TDA (Titres de la dette agraire), lesquels peuvent être renégociés ou convertis en actions dans les bourses de valeurs ou même en argent comptant. De leur côté, les occupants reçoivent la terre avec des crédits d'alimentation, développement et habitation, mais ils ne reçoivent les investissements qu'après deux ou trois ans de présence sur les terres. Les financements annuels sont destinés à « garantir » la production et sont distribués par l'intermédiaire d'une institution officielle. L'État, soutient seulement la production individuelle (familiale), alors qu'auparavant, il soutenait aussi la production collective. Une date limite est donnée aux *assentados*, date à partir de laquelle ils doivent rembourser à l'État la somme versée à l'ancien propriétaire. C'est avant tout dans le but d'accomplir ce « devoir » que les *assentados* se plient aux obligations imposées par l'État. Ceci montre bien comment la lutte pour la terre est utilisée pour dévier l'attention des travailleurs ruraux des véritables causes de leurs problèmes. [...]



● Pomme calibrée. Barthélémy Schwartz ●

Du côté du groupe « autonome »

Ne faisant pas de concessions aux valeurs et aux pratiques propres à la société bourgeoise, [la] lutte [du groupe] s'est développée autour de quelques orientations précises :

I – Les femmes restaient soumises aux maris et n'ont jamais eu un réel pouvoir de décision dans les assemblées et autres structures du *campamento*. Les femmes du groupe autonome ont mené une bagarre contre les valeurs du patriarcat afin de conquérir le droit à la parole. Les autres femmes ne votent que lorsque c'est dans l'intérêt des chefs de famille.

est d'ailleurs menée en collaboration avec les syndicats et la direction du MST, conduisant à la démobilisation du profond mouvement de révolte du prolétariat rural, et transformant les occupations en bidonvilles ruraux.
À la suite de la publication de ce texte, une rencontre s'est réalisée à Fortaleza, fin février-début mars 2001, qui a regroupé une centaine d'individus et groupes de la gauche dite autonome et libertaire du Nord et du Nordeste, dont certains sont actifs dans les occupations. La rencontre avait pour but la création d'un réseau de contacts, d'information et de débat politique. Le collectif autonome de l'occupation Acarape vient également de diffuser un long dossier qui fait le bilan de leur lutte.

On peut contacter le réseau des groupes autonomes brésiliens sur Internet : <ligatra@baydenet.com.br> ; <contraacorrente@hotmail.com>. Une version plus longue du texte dont nous publions des extraits est disponible à : http://tranquillou.free.fr/

Oiseau-tempête ❒



II – Les jeunes n'ont aucune possibilité de participation à la vie politique de l'*assentamento*. [...] A travers les discussions et les activités culturelles, le groupe autonome s'est efforcé de les inciter à la lutte contre l'oppression quotidienne.

III – À l'intérieur du groupe autonome, on a soutenu les familles agrégées afin qu'elles aient les mêmes droits et mêmes devoirs que les *assentados*. On a ainsi créé un potager collectif, organisé des réunions avec large participation et décision de tous les présents. Des activités furent organisées sur des thèmes permettant aux occupants d'élargir leur horizons de lutte (soutien à Mumia Abu Jamal ; contre les 500 ans de la « découverte » du Brésil, etc.).

IV – [...] La question écologique est centrale. Un chiffre terrible suffit pour prendre la mesure du problème : tous les ans, dans ce seul *assentamento*, on brûle 30 à 40 hectares de terre.



Dans la lutte menée par le groupe autonome contre la culture intensive, il y eut trois moments importants :

– L'opposition aux brûlis au bord du plan d'eau, lesquels provoquent progressivement l'érosion et l'effondrement des terrains. Le débat sur la question des brûlis fut difficile, y compris au sein du groupe autonome. Depuis des générations, les paysans ne connaissent que ce moyen traditionnel, et ne savent produire que les légumes traditionnels. C'est pourquoi il faudra tenter une expérience productive alternative, montrant concrètement qu'il existe d'autres manières d'utiliser la terre.

– La lutte contre la contamination du plan d'eau par le dépôt d'ordures de la ville d'Acarape, qui se trouvait sur une des rives du plan. Ce fut une dure et longue bataille menée contre la Préfecture, avec des campagnes de presse, d'agitation et d'information auprès des habitants et des institutions officielles de l'État du Ceara. On est allé jusqu'à bloquer les bennes à ordures. À la suite de ces mobilisations, le dépôt d'ordures fut déplacé, mais l'eau de la réserve reste contaminée...

– La lutte contre le pompage de l'eau de la réserve par l'entreprise Yamacon, qui avait même construit un système de tuyauteries entre l'usine et le plan d'eau. Cela fait à peine quelques mois qu'on a réussi à suspendre le pompage des eaux, lequel se poursuivait selon un ancien accord entre les « chefs » de l'*assentamento* et Yamacon. L'entreprise avait accès à l'eau en échange de la distribution de paniers d'alimentation et quelques heures de travail de tracteurs sur les terres occupées. La direction du groupe majoritaire, liée à la CUT[2], menace toujours de renouer cet accord.

[D'autres difficultés existent : d'une part les désaccords politiques entres les membres du « groupe autonome » et les membres extérieurs du Collectif autonome, d'autre part l'hostilité des chefs du groupe majoritaire envers les membres du groupe autonome. L'alcoolisme fait également des ravages parmi ces derniers. Enfin, de maigres moyens financiers empêchent les contacts avec d'autres groupes, renforcent l'isolement du groupe autonome, son sentiment d'impuissance et de dépendance.]

◆◆◆◆◆

Dans les années 80 et 90, toute critique du MST trouvait ses limites et insuffisances dans le fait qu'elle était encore marquée par les conceptions et les pratiques qu'elle cherchait à dépasser. La suprématie du MST relevait non seulement de la force de son appareil mais surtout de la sympathie des exploités et opprimés vis-à-vis de son projet. [...]

Le dépassement du MST ne peut se faire que par la constitution autonome, comme mouvement social, d'un nouveau bloc de forces au niveau international, regroupant des millions de personnes conscientes et organisées. Des

expériences comme celles du Collectif du Ceara peuvent aider à ouvrir le chemin. Si le travail politique dans les campagnes ne doit pas être la tâche exclusive d'un groupe, le fait est qu'on ne peut pas avancer sur la question globale sans une telle expérience. Pour commencer, les libertaires, autonomes et autres, doivent cesser de propager des illusions sur le Mouvement des Sans-terre. Ce n'est qu'à partir de là que nous pourrons contribuer à créer les conditions historiques où pourra s'affirmer un mouvement autonome, dans les campagnes et ailleurs.

MAXWELL TEIXEIRA DE PAULA ■

(Ceara, Brésil, mai 2000)

(*) Nous publions ici des extraits du texte présenté, en mai 2000, à la rencontre organisée au Ceara (Brésil) par le Comité de solidarité avec les communautés zapatistes. Les résumés de certains passages sont indiqués entre crochets.

1 – L'assentamento est la collectivité des paysans qui occupent les terres ; le campamento est le campement de paysans qui se préparent à occuper les terres.

2 – Centrale unique des travailleurs (CUT), syndicat majoritaire lié au PT.



● La chandeleur. Guy Girard ●



● Il faut arracher la joie aux jours à venir. ontage. ●

Malgré le nombre croissant de prolétaires précaires disponibles en France sur le marché du travail, de toute évidence certains secteurs capitalistes ont besoin de travailleurs encore plus corvéables. *Le « Pare », qui sera mis en application au 1er juillet 2001, est la réponse concoctée par le gouvernement de gauche, les syndicats et le patronat pour répondre à cette demande ; le complément logique à la flexibilité légalement généralisée par la récente loi des 35h. Il s'agit d'une nouvelle convention Unedic (organisme cogéré entre le patronat et les syndicats, qui chapeaute l'assurance chômage), version gauloise du « workfare » américain, du Labour New Deal en Grande-Bretagne. Le « Pare », c'est la remise au travail forcé de toute une frange des chômeurs, contraints de suivre un plan d'aide au retour à l'emploi, donc d'accepter les offres de l'Agence pour l'emploi (ANPE), même si elles ne leur conviennent pas, de suivre des formations en fonction des besoins du marché du travail. L'ANPE va donc se charger de fournir cette main d'œuvre, et s'il y a des réticences, elle saura « motiver » le « public » et ses « usagers ». En cas de refus d'obtempérer, le chômeur sera tout simplement radié et perdra ses allocations.*

DEPUIS QUELQUES MOIS des dizaines de personnes se retrouvent (à Paris et ailleurs) pour intervenir dans les agences des ANPE. Pour parler du « Pare » et du reste... Le texte ci-contre est un des papiers distribués lors de ces occupations-forums (pour tout contact, écrire à Oiseau-tempête *qui transmettra).*

NESTOR PANTRUCHE ■

NOUVEAUX MÉTIERS

Sécurité – packaging

Interprète et critique de bandes de vidéosurveillance
Réalisateur/monteur de caméras de vidéosurveillance
Recoupeur de fichiers
Visionneur de caméras de vidéosurveillance
Suicideur de prisons
Scotcheur-emballeur de sans-papiers
Expulseur de sans-papiers

Agent d'insertion
Responsabilisateur de jeunes
Curriculeur
Rédacteur de lettres de motivation
Inventeur d'emplois
Chercheur d'emploi

Bioéthique – nature – découverte
Chasseur de vaches folles
Goûteur de farines animales
Aspirateur de déchets
Archiviste d'ADN

Citoyenneté – ambiance – positivation
Démoralisateur pour euphoriques
Agent d'ambiance pour dépressifs
Salueur de contrôleur
Sourieur permanent
Égayeur de vies
Approbateur de la politique gouvernementale
Redresseur de torts
Dénonciateur public
Dénonciateur de voisins
Citoyen de sécurité
Sondeur de consciences
Donneur de leçons
Pétitionnaire humanitaire
Porte-parole des minorités silencieuses

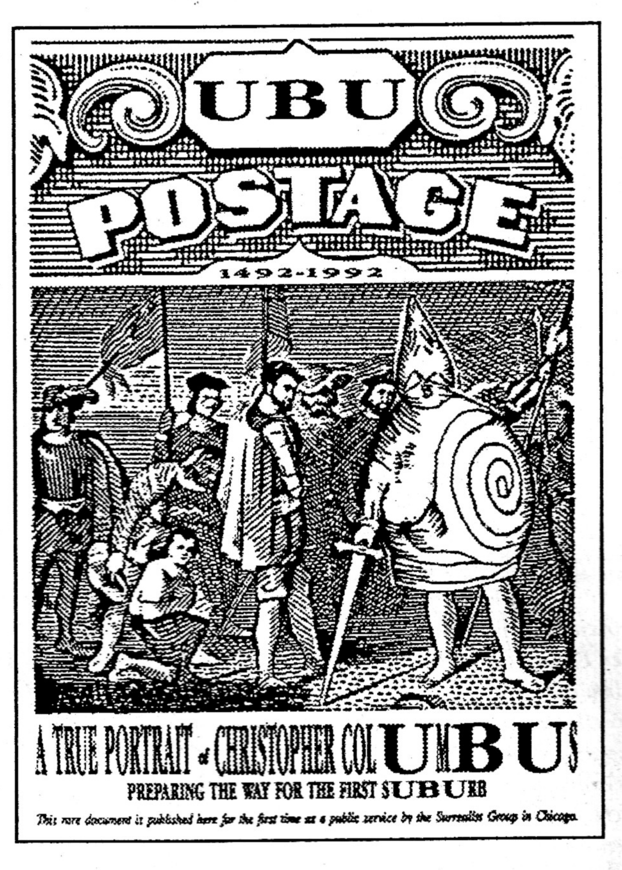
Provideur de portail
Fournisseur d'accès
Internaute de proximité

Fermeur de portes automatiques
Rolleur en grandes surfaces
Remplisseur de sacs en grandes surfaces
VRP de Greenpeace

Coproproduction – scatologie – excréments

Ramasseur de crottes à moto
Puéricultrice torcheuse
Pétomane-concertiste

LE VRAI PORTRAIT DE CHRISTOPHE COLOMB OUVRANT LE CHEMIN DE LA PREMIÈRE BANLIEUE



FRANKLIN ROSEMONT ■

Oiseau-tempête est animé par des individus, d'horizons différents, que rapproche la volonté de surmonter la résignation et de mettre à mal les visions convenues du monde. Oiseau-tempête vise, par le libre jeu de la réflexion et des échanges, à favoriser la convergence entre celles et ceux qui n'entendent pas courber l'échine, et à attiser le désir de transformation de la société. ■



CORRESPONDANCE :
c/o AB IRATO
BP 328
75525 PARIS CEDEX 11
FRANCE

Les anciens numéros sont disponibles sur le site web http://abirato.free.fr

SOUTIEN TROIS NUMÉROS : 100 FRANCS, 16 €

N° ISBN : 2-911917-03-0